

FLERS

agglomération

TD/AM

	Date	Délibération	Nature	Folio n°
COMMUNE DE FLERS	11.06.14	27	8.7	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU COVOITURAGE SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE L'ASSOCIATION ETAPE ET LA VILLE DE FLERS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION Interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	27	8.7	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T

présenté par

Irène COJEAN

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE		1	27.05.14	1	
CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				1	27

OBJET	DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU COVOITURAGE - SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE L'ASSOCIATION ETAPE ET LA VILLE DE FLERS
-------	---

BP/AM

Chers Collègues,

Par délibération n° 1154 du 20 décembre 2012, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers a approuvé son Plan de Déplacement Communautaire (P.D.C.).

Dans ce cadre, la CAPF s'est engagée à favoriser le développement du covoiturage et plus globalement des démarches d'éco-mobilité sur l'ensemble de son territoire.

La Ville de Flers en partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers souhaite ainsi engager, à moyen terme, un Plan de Déplacement Administration (P.D.A.) commun suite à l'adoption de leur règlement d'utilisation des véhicules communautaires.

Le P.D.A. est un plan d'actions en faveur de l'usage des modes de transport alternatifs à la voiture particulière. C'est aussi une démarche technique et managériale en faveur du développement durable. Les enjeux majeurs du P.D.A. sont environnementaux de par la réduction du trafic automobile et économique en termes de réduction des coûts de déplacement et de stationnement. Le Plan de Déplacement Administration a pour objectifs de favoriser les pratiques de déplacement les plus propres et les plus économiques, tant pour les trajets domicile-travail que pour les déplacements entre les sites; tout en contribuant à faire de la Ville de Flers une administration éco-responsable.

En amont du lancement de son Plan de Déplacement Administration, la Ville de Flers souhaite d'ores et déjà sensibiliser ses agents à la pratique du covoiturage.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1- APPROUVER** le lancement d'un Plan de Déplacement Administration commun Ville de Flers / CAPF suite à l'adoption de son règlement d'utilisation des véhicules communautaires.
- 2 - APPROUVER** le développement de la pratique du covoiturage auprès des agents de la Ville de Flers.
- 3 - VALIDER** la convention de partenariat avec l'Association Etape annexée à cette délibération.
- 4 - AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat et les pièces relatives au développement de la pratique du covoiturage.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140613-DEL27-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014



Le Maire,

Yves GOASDOUE

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	28	2.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

PERMIS DE CONSTRUIRE N° 61169 08 F 0047

CONTENTIEUX

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

AUTORISATION DE SIGNATURE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSIN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER Richard RIHOUEY	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX Charles-Henri GRIGY	Ensemble de la séance de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	28	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T

présenté par

Josette BONNEL

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		1	27.05.14	1	
C O N S E I L	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				2	28

OBJET	PERMIS DE CONSTRUIRE N° 61169 08 F 0047 – CONTENTIEUX – PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL – AUTORISATION DE SIGNATURE
-------	---

SDC/AM

Chers Collègues,

Les époux LACIN ont déposé une demande de permis de construire le 1^{er} septembre 2008, complétée le 15 décembre 2008, à la Mairie de Flers (PC n° 61169 08 F 0047).

Par une décision, en date du 24 décembre 2008, le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers a accordé le permis de construire aux époux LACIN.

Par suite, Monsieur et Madame LACIN ont acquis, suivant acte authentique passé par devant Maîtres CHAIX et CHAMPETIER en date du 16 juin 2009, deux parcelles nouvellement cadastrées section AM n° 325 et section AM n° 326.

Ces deux parcelles sont issues de la division de deux autres parcelles anciennement cadastrées section AM n° 235 et section AM n° 251.

La parcelle cadastrée section AM n° 325 a été vendue par Monsieur DOGRU.

La parcelle cadastrée section AM n° 326 a été vendue par la Ville de FLERS.

A l'occasion du début des travaux, au mois de mai 2010, les époux LACIN ont découvert que la parcelle cadastrée AM n° 325 comportait une canalisation d'eaux pluviales de diamètre 1000 mm et que la parcelle AM 326 comportait réseaux EDF, France Télécom, éclairage public, eau potable empêchant par là-même toute construction.

Par courrier du 12 décembre 2011, parvenu en Mairie de FLERS le 13 décembre, les époux LACIN ont formé une demande indemnitaire préalable à l'encontre de la Commune de FLERS et de la CAPF sollicitant le versement d'une somme totale de 198.934,84 €.

A l'appui de leur demande, les époux LACIN soutiennent que la responsabilité de la Commune serait engagée à raison de la délivrance fautive du permis de construire en date du 24 décembre 2008. Par courrier du 8 février 2012, le Maire de FLERS a expressément rejeté la demande préalable ainsi présentée.

Par requête enregistrée au greffe du Tribunal Administratif de Caen le 23 avril 2012, les Epoux LACIN ont sollicité de la Commune de FLERS et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers le versement d'une somme totale de 197.725,41 €.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	28	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

A l'appui de leurs demandes, les époux LACIN soutenaient que la responsabilité des deux collectivités serait engagée à raison de la faute résultant de la délivrance du permis de construire du 24 décembre 2008.

Ils affirmaient en outre que la responsabilité sans faute de ces Collectivités locales serait engagée, dès lors qu'un ouvrage public leur cause un préjudice.

Par jugement du 21 décembre 2012, le Tribunal Administratif de Caen a rejeté la requête présentée par les époux LACIN retenant que la canalisation considérée résultait d'une « servitude de droit privé consentie dans le cadre d'une convention conclue entre deux personnes privées. »

Par requête enregistrée au greffe de la Cour Administrative d'Appel de Nantes le 22 février 2013, les époux LACIN ont interjeté appel du jugement prononcé par le Tribunal Administratif de Caen. Au sein du dispositif de leur recours, les requérants sollicitent la condamnation de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers à leur verser la somme globale de 197.725,41 €.

Les parties se sont rapprochées et ont décidé de régler par le présent protocole transactionnel le litige qui les oppose.

Il y est proposé que la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, couverte à hauteur de 50 000 € par sa compagnie d'assurance par ailleurs partie au protocole, prenne à charge une somme forfaitaire et définitive de 65 000 € en réparation de l'entier préjudice subi.

La Ville de Flers, quant à elle, s'engage à racheter la parcelle cédée contenant les réseaux au prix de cession, soit 5 800 € auxquels s'ajoutent les frais et honoraires d'acte.

En contrepartie, les époux LACIN s'engagent quant à eux à se désister de l'action pendante devant la Cour Administrative d'Appel et renoncent à réclamer à la Ville de Flers et à la C.A.P.F toute autre indemnité.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Maire à signer le protocole d'accord ci-annexé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL28-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur ATTILA LACIN et Madame Rabia DOGRU épouse LACIN, demeurant 36 rue Saint Sauveur, Cité des Charmilles, 61100 FLERS

D'une Part,

Annexe à la délibération n° 57
du CC n° 03 en date du 22.05.16

ET :

1°/ La Commune de FLERS, représentée par son Maire en exercice, domicilié en Mairie, Avenue du Château, BP 229, 61 104 FLERS CEDEX

2°/ La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, représentée par son Président en exercice, domicilié Rue de la Boule, BP 149, 61 103 FLERS CEDEX

3°/ Les Mutuelles du Mans Assurances IARD, MMA, 14 Bd Marie & Alexandre Oyon, 72030 LE MANS Cedex 9, représentées par

D'autre Part,

Annexe à la délibération du C.M. 03
n° 88 en date du 11.06.16

IL EST RAPPELE CE QUI SUIIT :

1°> Par acte notarié du 28 mai 1990, les Epoux DOGRU ont acquis de la Société d'Equipement de la Basse-Normandie la parcelle cadastrée AM n°235, d'une superficie de 438 m², sise 44 Impasse Malherbe à Flers, constituant le lot n°1 du lotissement de la Géroudière. Cet acte de vente précise expressément que le lot n°1 considéré est grevé d'une servitude par le passage d'une canalisation d'assainissement.

2°> Par acte notarié du 12 juin 2009, les Epoux LACIN ont acquis des Epoux DOGRU la parcelle AM n°325, issue de la division de la parcelle AM 235.

Par ailleurs, par acte notarié du 16 juin 2009, les époux LACIN ont acquis la parcelle AM n°326 (247 m²) auprès de la ville de Flers et destinée à servir d'accès à la construction projetée sur la parcelle AM n°325.

3°> Le 1^{er} septembre 2008, complété le 15 décembre 2008, les Epoux LACIN ont déposé en Mairie de Flers une demande de permis de construire sur les parcelles AM n°325 & 326, complétée le 15 décembre 2009.

Cette demande de permis de construire, enregistrée sous le numéro PC 61169 08 F0047, porte sur l'édification d'une maison à usage d'habitation d'une SHON de 167 m².

4°> Par arrêté du 24 décembre 2008, le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, compétente en matière d'urbanisme, a délivré le permis de construire ainsi sollicité.

5°> A l'occasion du début des travaux, en mai 2010, les Epoux LACIN ont découvert l'existence, sur la parcelle cadastrée AM n°325, d'une canalisation d'eaux pluviales les empêchant de poursuivre les travaux.

6°> Par courrier du 12 décembre 2011, parvenu en Mairie de FLERS le 13 décembre, les Epoux LACIN ont formé une demande indemnitaire préalable à l'encontre de la Commune de FLERS sollicitant le versement d'une somme totale de 198.934,84 €.

A l'appui de leur demande, les Epoux LACIN soutiennent que la responsabilité de la Commune serait engagée à raison de la délivrance fautive du permis de construire en date du 24 décembre 2008.

7°> Par courrier du 8 février 2012, le Maire de FLERS a expressément rejeté la demande préalable ainsi présentée.

8°> Par requête enregistrée au greffe du Tribunal Administratif de Caen le 23 avril 2012, les Epoux LACIN ont sollicité de la Commune de FLERS et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers le versement d'une somme totale de 197.725,41 €.

A l'appui de leurs demandes, les Epoux LACIN soutenaient que la responsabilité des deux collectivités serait engagée à raison de la faute résultant de la délivrance du permis de construire du 24 décembre 2008.

Ils affirmaient en outre que la responsabilité sans faute de ces Collectivités locales serait engagée, dès lors qu'un ouvrage public leur cause un préjudice.

9°> Par courrier du 15 octobre 2012, les Epoux LACIN ont régularisé une demande indemnitaire préalable devant la CAPF, laquelle reprend ces mêmes demandes.

Aucune réponse n'a été apportée à cette demande.

10°> Par jugement du 21 décembre 2012, le Tribunal Administratif de Caen a rejeté la requête présentée par les Epoux LACIN retenant que la canalisation considérée résultait d'une « servitude de droit privé consentie dans le cadre d'une convention conclue entre deux personnes privées. »

11°> Par requête enregistrée au greffe de la Cour Administrative d'Appel de Nantes le 22 février 2013, les Epoux LACIN ont interjeté appel du jugement prononcé par le Tribunal Administratif de Caen. Au sein du dispositif de leur recours, les requérants sollicitent la condamnation de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers à leur verser la somme globale de 197.725,41 €.

Les parties se sont rapprochées et ont décidé de régler par le présent protocole transactionnel le litige qui les oppose,

SUR CE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1^{er} :

La Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS, la Ville de FLERS et les MMA s'engagent en exécution du présent protocole à verser aux époux Attila LACIN, la somme forfaitaire et définitive de **65 000 € (= Soixante Cinq Mille euros)**, qui sera remise par chèque à l'ordre de la CARPA à leur Conseil, en réparation de l'intégralité des préjudices qu'ils ont subis, étant précisé que les MMA prennent en charge la somme de 50 000 €, le solde étant à la charge de la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS.

Article 2 :

Les Epoux LACIN s'engagent à vendre à la Ville de FLERS, qui l'accepte, la parcelle cadastrée Section AM n°326 au prix de 5 800 € (Cinq Mille Huit Cent Euros), les frais et honoraires d'acte étant à la charge de l'acquéreur.

Les Epoux LACIN envisagent d'acquérir un terrain pour leur construction, le lot n°1 du lotissement situé dans le Domaine du Grand Pré sur le territoire de la Commune de SAINT GEORGES DES GROSEILLIERS au prix de 35 000 € (Trente Cinq Mille Euros), pourrait convenir, les frais et honoraires d'acte étant à la charge des acquéreurs.

Article 3 :

Compte-tenu de la présente transaction, les époux Attila LACIN déclarent avoir été remplis de l'intégralité de leurs droits et renoncent expressément dès maintenant, sous la seule réserve du paiement des sommes visées aux articles 1 & 2, à réclamer à la Ville de FLERS, la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS et aux MMA toutes autres indemnités, au titre des faits et actes énoncés dans le présent protocole, et renoncent expressément à toute instance judiciaire à l'encontre des parties précitées au titre des conséquences dommageables précitées.

Les époux Attila LACIN se désisteront dès régularisation du présent protocole de l'action pendante devant la Cour administrative d'Appel de Nantes, sous le numéro 13NT00592, désistement qui sera accepté sans réserves par la Ville de FLERS et la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS.

Chaque partie conservera à sa charge ses frais de procédure, et ses frais et honoraires de Conseil.

Dans la mesure où les époux LACIN rechercheraient parallèlement la responsabilité du Notaire, rédacteur de leur acte d'acquisition, ils s'engagent à ne pas attirer la Commune de FLERS et/ou la CAPF dans une éventuelle action engagée contre ce Notaire, et s'engagent également à relever la Commune de FLERS et/ou la CAPF de toute condamnation en garantie qui serait prononcée à leur encontre à la demande du Notaire et/ou de son assureur.

Article 3 : PORTEE DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Le Protocole Transactionnel est conclu en application des articles 2044 et suivants du Code Civil, et notamment de l'article 2052 dudit Code, et a entre les Parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Les Parties s'estiment pleinement remplies de leurs droits et prétentions respectives et considèrent les concessions réciproques qu'elles se sont mutuellement consenties comme valables et raisonnables.

Article 4 : CLAUSE DE DEFAULT CROISE

Toutes les clauses du Protocole Transactionnel se servent mutuellement de cause. Le Protocole Transactionnel constitue un tout indivisible de sorte que l'inexécution de l'un quelconque de ses engagements par l'une des Parties autoriserait l'autre Partie à refuser l'exécution de ses propres engagements ou à revenir sur son exécution si elle était déjà intervenue.

Article 5 : JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend relatif aux points relatifs aux points réglés dans ce Protocole Transactionnel, à son application ou à son interprétation devra faire l'objet d'une recherche d'accord amiable et à défaut, sera soumis au Tribunal de Grande Instance d'ARGENTAN.

Article 6 : Clause de confidentialité








Les parties au présent protocole conviennent de lui conserver un caractère strictement confidentiel et s'interdisent de le porter à la connaissance d'un tiers, sauf dans les cas suivants:

- sur réquisition de l'autorité judiciaire, d'une administration publique ou d'un organisme social;
- par voie de production en justice, pour faire valoir ce que de droit.

FAIT A *Flers*

LE 1^{er} JUIL. 2014

En 7 exemplaires originaux, dont chacune des parties reconnaît avoir reçu et conservé une copie.

<p>Monsieur Attila LACIN</p> 	<p>Madame Rabia DOGRU épouse LACIN</p> 
<p>Ville de FLERS</p>  <p>Pour le Maire, L'Adjoint Délégué</p>  <p>Gaëlle PIOLINE</p>	<p>Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS</p>  <p>Le Président,</p>  <p>Yves GOASDOUE</p>
<p>MMA</p>  <p>14 boulevard Jean-Baptiste Oyon 72030 LE MANS CEDEX 03</p>	

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	11.06.14	29	2.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

MOUVEMENT FONCIER LOTISSEMENT DES MELETIERES CONVENTION D'INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DE FLERS ET DE LA CAPF

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoins : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Lillane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSÉN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	29	2.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

R A P P O R T

présenté par

Josette BONNEL

Maire-Adjoint

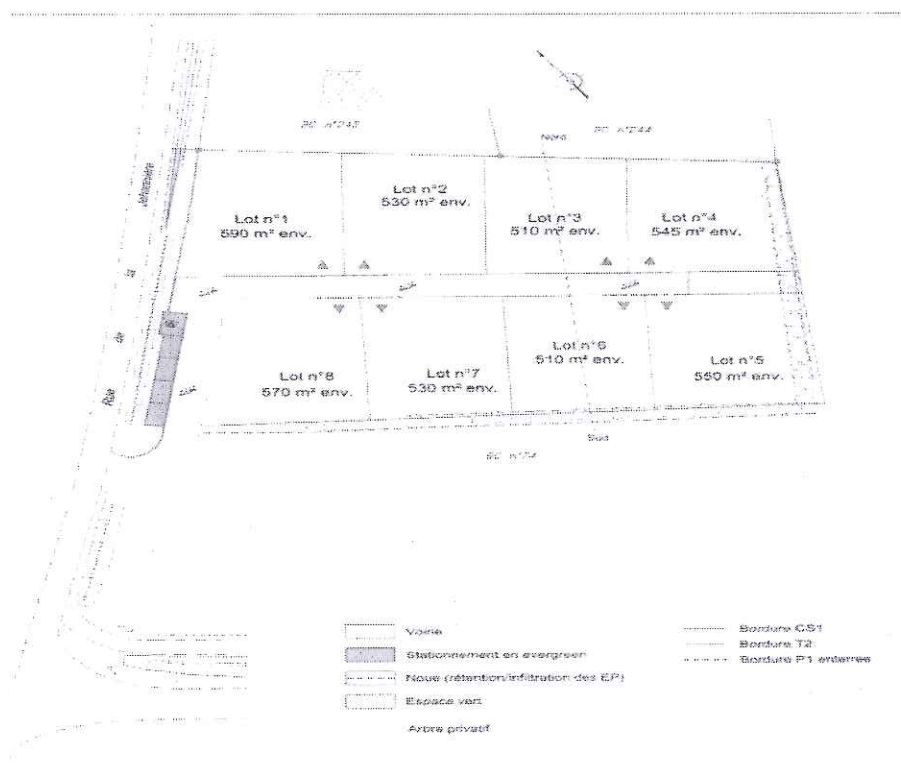
VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		1	27.05.14	2	
C O N S E I L	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				3	29

OBJET	MOUVEMENT FONCIER - LOTISSEMENT DES MELETIERES - CONVENTION D'INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DE FLERS ET DE LA CAPF
-------	---

SDC/AM

Chers Collègues,

Monsieur Jean-Claude DESRAME, propriétaire de la parcelle cadastrée BC 247, sise aux Meletières a déposé un permis d'aménager 8 lots à bâtir pour des maisons individuelles. Ce projet a été autorisé par arrêté du 16 Avril 2014.



COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	29	2.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

Le lotisseur souhaite rétrocéder l'emprise de la voirie (chaussée, parkings et fossés), ainsi que les espaces verts à la Ville de Flers. Il est entendu que cette voie privée n'a pas été conçue en impasse afin de prévoir la possibilité de raccorder la voie interne de ce lotissement à une future opération d'habitat qui serait réalisée dans la continuité, sur la propriété de la CAPF. L'éclairage public ne sera pas réalisé par le lotisseur à l'exception des fourreaux en attente.

Les réseaux d'eaux usées et d'eau potable qui seront réalisés par le lotisseur ainsi que le système de gestion des eaux pluviales seraient ainsi intégrés dans le domaine de la CAPF.

Il vous est donc proposé de signer une convention entre le lotisseur, la CAPF et la Ville pour fixer les modalités de conception du projet, de suivi de chantier, de réception afin d'envisager le transfert dans le domaine public de la Ville et de la CAPF.

Par ailleurs, afin de limiter le nombre de sortie sur la rue de la Jehannière, et afin de respecter les orientations d'aménagement du Plan d'Occupation des Sols, la CAPF a demandé au lotisseur de créer sa voie d'accès en empruntant une partie de la propriété de la CAPF cadastrée BC 74. Une servitude de passage sera instaurée et donnera lieu à la signature d'un acte notarié entre le lotisseur et la CAPF.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Maire à signer la convention d'incorporation dans le domaine public ci-après annexée, avec Monsieur Jean-Claude DESRAME, lotisseur aux Meletières à Flers.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL29-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014

Annexe à la délibération 38
du CC 3 du 22.05.14



Le Maire-Président,

Yves GOASDOUE

Annexe à la délibération 29
du CM 3 du 11 juin 2014



DEPARTEMENT DE L'ORNE

CONVENTION INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC

Commune de : FLERS

Dénomination de l'opération : Lotissement Les Méletières

Dénomination de l'Aménageur : M. Jean-Claude DESRAME

CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE CONCEPTION, DE REALISATION ET DE TRANSFERT D'OUVRAGES DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL ET DE LA CAPF

SOMMAIRE

ARTICLE 1	- OBJET DE LA CONVENTION (Généralités communes à tous les éléments à incorporer dans le Domaine Public)	3
ARTICLE 2	- IDENTIFICATION DES PARTIES	3
ARTICLE 3	- DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPERATION	3
ARTICLE 4	- DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES	4
ARTICLE 5	- OUVRAGES IMPLANTES DANS LE DOMAINE PRIVE NON TRANSFERABLE	5
ARTICLE 6	- PROTECTION INCENDIE	5
ARTICLE 7	- SUIVI DE TRAVAUX	5
ARTICLE 8	- RESPONSABILITE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU	6
ARTICLE 9	- RECEPTION DES OUVRAGES – DOCUMENTS A FOURNIR	6
ARTICLE 10	- RACCORDEMENT SUR LE RESEAU PUBLIC (Eau, Assainissement, Pluvial)	6
ARTICLE 11	- MESURES DE SAUVEGARDE (tous les Concessionnaires)	6
ARTICLE 12	- RECEPTION DEFINITIVE	7
ARTICLE 13	- TRANSFERT DEFINITIF.....	8
ARTICLE 14	- MODIFICATION DE LA CONVENTION	8
ARTICLE 15	- DUREEE DE LA CONVENTION	9
ARTICLE 16	- JURIDICTION	9

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION (Généralités communes à tous les éléments à incorporer dans le Domaine Public)

La présente convention a pour objet de définir les modalités de conception, de réalisation et de transfert des ouvrages à construire par l'Aménageur afin de permettre à terme leur intégration dans le domaine public communal et de la CAPF, leurs gestions et leurs exploitations dans le respect de la réglementation en vigueur.

Sont annexés à la présente convention :

- le Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (C.P.T.P.) Eau Potable de la Direction Eaux et Assainissement de la CAPF,
- le Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (C.P.T.P.) – Eaux Usées et Eaux Pluviales de la Direction Eaux et Assainissement de la CAPF,
- un modèle de procès-verbal de réception dite de 1^{ère} phase des ouvrages d'Eau Potable,
- un modèle de procès-verbal de réception dite de 1^{ère} phase des ouvrages d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales,
- un modèle de procès-verbal de réception définitive et de transfert des ouvrages d'Eau Potable,
- un modèle de procès-verbal de réception définitive et de transfert des ouvrages d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales,
- le règlement de voirie de la commune quand il existe,
- le cahier de préconisations techniques (voirie, éclairage, espaces verts).

ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DES PARTIES

La convention est contractée entre les parties désignées ci-dessous :

- **l'Aménageur : M. Jean-Claude DESRAME**
domicilié : 3, rue des Cherchefeuilles – 91600 SAVIGNY / ORGE
représenté par :
- **la Commune de FLERS**
domiciliée : avenue du Château – 61100 FLERS
représentée par : M. Yves GOASDOUE, Maire
- **la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS (Direction Eau et Assainissement)**
domiciliée : 41, rue de la Boule – BP 149 – 61103 FLERS CEDEX
représentée par : M. Pierre SALLES, Vice-Président Aménagement Urbain-Urbanisme

ARTICLE 3 – DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPERATION

Les ouvrages sont situés sur la commune de : FLERS

L'opération consiste à l'aménagement :

- ☐ d'une zone d'habitation individuelle et/ou collective
- ☐ d'une zone d'activité à vocation artisanale, industrielle ou commerciale.

Surface de la zone (m ²)	Nombre de lots Individuels	Nombre de lots Collectifs	Nombre de logements par collectifs
4981 m ²	8	0	0

Les ouvrages concernés par la présente convention sont référencés sous le nom :
(description des espaces publics à incorporer – joindre plan).

- Chaussée
- Parkings
- Fossés
- Réseaux d'eau potable, d'eaux usées, de pluvial
- Espaces verts
- Eclairage public (fourreaux).

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

L'Aménageur impose, à (aux) l'entrepreneur (s) auquel il confie les travaux, d'effectuer la réalisation des ouvrages d'Eau Potable, d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales conformément aux dispositions :

- du Cahier des Clauses Techniques Générales « Fascicule 71 » applicable à la fourniture et pose de canalisations d'Eau, branchements et accessoires ».
- du Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (C.P.T.P.) d'Eau Potable. De la Direction Eau et Assainissement de la CAPF.
- du Cahier des Clauses Techniques Générales « Fascicule 70 » applicable à la fourniture et pose de canalisations d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales.
- du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) Eaux Usées et Eaux Pluviales de la Direction Eau et Assainissement de la CAPF.

L'aménageur impose également à (aux) l'entrepreneur(s) qui réalise les travaux, les dispositions suivantes en ce qui concerne les travaux de voirie et d'éclairage public :

- les aménagements dit de sécurité devront être conformes aux normes en vigueur, notamment les ralentisseurs de type dos d'âne (les coussins Berlinoises sont à proscrire), la norme NFP 98-300 du 16 mai 1994 s'applique. La signalisation verticale dite de police ainsi que la signalisation horizontale est définie dans cette norme.
- l'aménagement des voies devra répondre aux normes PMR (personnes à mobilité réduite) et faire référence à la loi N 2005-102 du 11 février 2005, (dernière modification le 28/04/2012) c'est la norme NF-P 98-350 qui détaille les conditions générales de la conception et de l'aménagement des cheminements piétons.

- du fascicule 36 pour le réseau d'éclairage public.

Toutes ces dispositions devront répondre, en outre, à l'ensemble des prescriptions émises dans l'autorisation d'aménager.

L'Aménageur doit, sur demande de l'Exploitant, apporter la preuve de la conformité des produits aux exigences spécifiées ci-dessus.

ARTICLE 5 – OUVRAGES IMPLANTES DANS LE DOMAINE PRIVE NON TRANSFERABLE

Les ouvrages devront être implantés en priorité dans le domaine qui sera transférable dans le domaine public communal. Toutefois, si pour des raisons techniques, il est nécessaire d'implanter des ouvrages sur les propriétés privées, l'aménageur devra mettre en œuvre au bénéfice des collectivités, des conventions de servitude pour préserver les droits de la Commune et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers au titre de l'entretien et du remplacement éventuel des ouvrages.

Ces conventions de servitude devront être établies conformément aux dispositions du code rural (articles R 152-1 à R 152-15) et être annexées aux actes de vente avec transcription hypothécaire et ce aux frais de l'aménageur.

ARTICLE 6 – PROTECTION INCENDIE

Il est rappelé que la conception et la réalisation d'une protection incendie, par création de réserve de stockage, poteau d'incendie ainsi que tout autre ouvrage nécessaire à la protection incendie, est de la responsabilité de l'aménageur.

Il appartient notamment à l'aménageur de vérifier que les éventuels poteaux d'incendie prévus seront conformes à la norme NFS62 ou à la norme en vigueur à la date du projet.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable des problèmes de défense incendie.

Les dispositions à mettre en œuvre pour assurer la protection incendie devront être examinées avec le Maire de la Commune concernée et avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) et être soumises, pour avis, au Service Départemental d'Incendie et de Secours. L'aménageur devra respecter les prescriptions émises par le Service Départemental d'Incendie et de Secours et reprises dans l'autorisation d'aménager.

ARTICLE 7 – SUIVI DE TRAVAUX

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) future exploitante des réseaux d'Eau Potable, d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales, et la Commune, future gestionnaire des espaces publics, disposent du droit de contrôle sur tous les ouvrages dont elles ne sont pas elles-mêmes chargées de réaliser.

A ce titre, l'aménageur devra informer la Direction Eau et Assainissement et la Commune des dates d'exécution des travaux et l'inviter à participer aux réunions de chantier.

Afin de pouvoir suivre l'exécution des travaux, les représentants de la Direction Eau et Assainissement de la CAPF et de la Commune auront libre accès au chantier et seront destinataires des comptes-rendus de chantier.

Au cas où la Direction Eau et Assainissement de la CAPF ou la Commune contesterait quelque omission ou malfaçon d'exécution, susceptible de nuire à la pérennité des ouvrages ou au bon fonctionnement des services, elles aviseront l'Aménageur et le Maître Œuvre.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) et la Commune ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de toute rupture d'approvisionnement en eau potable survenant, soit à cause d'un incident dû à la réalisation des travaux de l'opération ou étant la conséquence des travaux réalisés dans l'emprise de l'opération, soit à cause d'une malfaçon des ouvrages dans l'emprise du projet jusqu'au transfert définitif des ouvrages (acte notarié signé) à la Direction Eau et Assainissement de la CAPF.

Toute intervention de la Direction Eau et Assainissement de la CAPF ou de la Commune antérieure au transfert définitif des ouvrages à la Direction Eau et Assainissement de la CAPF ou à la Commune, reste à la charge de l'Aménageur et lui est facturée par la Direction Eau et Assainissement de la CAPF ou la Commune.

ARTICLE 9 – RECEPTION DES OUVRAGES – DOCUMENTS A FOURNIR

Préalablement au raccordement des ouvrages sur le réseau public et à leur mise en service, et sur demande de l'aménageur, les travaux devront faire l'objet des opérations de réception selon les documents listés aux articles 1 et 6.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) délivre un Procès-verbal dit de première phase, sous réserve que toutes les malfaçons aient été levées et autorise le raccordement de l'opération sur le réseau public.

ARTICLE 10 – RACCORDEMENT SUR LE RESEAU PUBLIC (Eau, Assainissement, Pluvial)

Le raccordement sur les ouvrages existants est exclusivement effectué aux frais de l'Aménageur par la Direction Eau et Assainissement de la CAPF.

Un devis est établi par la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) conformément aux dispositions tarifaires de la CAPF.

L'Aménageur et les acquéreurs des lots sont soumis, à compter du raccordement des ouvrages de la présente opération à l'application des règlements du Service d'Eau Potable, d'Assainissement et d'Eaux Pluviales, qui leur seront remis lors des demandes d'ouverture de branchements.

ARTICLE 11 – MESURES DE SAUVEGARDE (Tous les Concessionnaires)

L'Aménageur reste responsable jusqu'au transfert définitif (acte notarié) dans le patrimoine de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) et de la Commune :

- de tous les vols et dégradations commis sur l'ensemble des ouvrages d'Eaux Usées, d'Eau potable et d'Eaux Pluviales,
- de toutes les réparations réalisées suite aux vols ou aux dégradations, commis sur l'ensemble des ouvrages d'eau potable (coffrets de comptage, bornes de comptage... ,
- de la mise à niveau provisoire et définitive des ouvrages (bouches à clés, tampons, etc...) jusqu'au transfert de la voirie à la Commune, y compris dans le cas où des modifications seraient apportées aux aménagements réalisés (hors de l'Eau Potable., des Eaux Usées et des Eaux Pluviales) à la demande de la Collectivité (Commune ou Communauté d'Agglomération).

L'Aménageur fait assurer à ses frais, la maintenance des canalisations et des organes hydrauliques (vannes, ventouses, poteaux d'incendie, purges, régulateurs de pression, etc ...) ainsi que les ouvrages de voirie, espaces verts, éclairage public et mobilier urbain, depuis la réception (Article 9) et ce jusqu'au transfert définitif des ouvrages dans le patrimoine de la CAPF et de la Commune.

En cas de non-respect par l'Aménageur de l'ensemble des dispositions de la présente convention, la CAPF ou la Commune établit un rapport motivé.

S'il s'avère que les observations consignées dans ce rapport portent atteinte à la pérennité des ouvrages ci-dessus désignés ou au fonctionnement du service, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) et/ou la Commune ont la possibilité de refuser l'intégration des ouvrages dans leur patrimoine.

La fourniture d'eau au compteur général ne pourra être assurée qu'après signature par l'Aménageur ou le représentant des immeubles desservis ou à desservir par le réseau privé, d'un contrat d'abonnement dans le cadre des dispositions du règlement du service d'Eau Potable adopté par la CAPF.

L'aménageur veille à ce que tous les travaux de construction des réseaux d'alimentation en eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales situés dans l'emprise de la présente opération soient réalisés dans les règles de l'art et que l'ensemble des ouvrages situés dans l'emprise de la présente opération ne recèlent pas de vices cachés qui pourraient compromettre le bon fonctionnement des installations.

ARTICLE 12 – RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive et le transfert des ouvrages devront faire l'objet, de la part de l'Aménageur, d'une demande préalable auprès de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement), sous réserve :

- que le Procès Verbal, dit de 1^{ère} phase, ait été délivré avec un avis favorable et une autorisation de raccordement sur le réseau public ait été accordée ;
- que les réfections définitives aient été réalisées ;
- que toutes les malfaçons constatées lors de la visite de réception définitive aient été réparées.

A cette demande, doivent être jointes, notamment les conventions de servitude avec transcription hypothécaire, s'il y a lieu, et toutes autres pièces justificatives demandées par la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (DEA) et la Commune.

La réception définitive des ouvrages fera l'objet d'un procès verbal, selon le modèle joint en annexe, signé par les contractants de la présente convention.

L'aménageur devra fournir à la Commune et à la CAPF l'ensemble des documents techniques suivants :

- plans de recollement de tous les réseaux souples et durs. Un plan précis sera fourni sous format papier (échelle 1/500 ou 1/200) et sous format informatique (DWG), lisible par un SIG. La ou les servitudes devront figurer sur les plans de recollement,
- procès verbaux d'essais des ouvrages,
- la fiche technique des structures de voie. Les différents essais de portance du sol avant et après la mise en œuvre de la structure seront les pièces de référence qui permettront à la collectivité de juger de la qualité des travaux réalisés (essai à la plaque suivant la norme AFNOR NF 94-11761). La valeur minimum de portance doit être de 50Mpa,
- s'il existe une étude géotechnique du terrain aménagé, celle-ci devra être jointe au procès-verbal de transfert,
- le plan de bornage devra être certifié conforme par un géomètre agréé. Après réalisation des travaux, les bornes arrachées devront être remises en place par ce même géomètre avant transfert,
- le plan général de la zone aménagée devra être daté et signé par le maître d'œuvre, il devra correspondre avec précision à l'aménagement réalisé,
- un plan de circulation établi lors de la conception de l'aménagement, il doit être conforme au code de la voirie routière.

ARTICLE 13 – TRANSFERT DEFINITIF

L'aménageur procédera dans un délai maximum de 6 mois après notification du procès-verbal de réception définitif aux formalités de rétrocession à titre gratuit des espaces publics. Le coût des formalités (bornage, acte, publication ...) sera à la charge de l'aménageur.

Il est institué une période de garantie d'une durée de 1 an à compter de la date de transfert de l'ensemble des ouvrages pendant laquelle l'aménageur reste responsable en cas de découverte de vices cachés ou de dysfonctionnement sur le réseau.

Pendant cette période, la CAPF et/ou la Commune informeront immédiatement par téléphone et confirmation par courrier, l'aménageur des éventuels désordres constatés et feront procéder aux réparations nécessaires aux frais de l'aménageur.

ARTICLE 14 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant à la demande de l'une ou l'autre des parties. Toute modification est subordonnée à l'accord des trois parties.

ARTICLE 15 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra fin :


- **1 an** après la signature du procès verbal de réception des ouvrages (fin de la période de garantie),
- et après la signature de l'acte notarié.

ARTICLE 16 – JURIDICTION

Tous litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention devront faire l'objet préalablement d'un rapprochement des parties afin de trouver une conciliation amiable entre elles. A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de CAEN

Fait en trois exemplaires originaux, à **Flers**

, le - **6 AOUT 2014**

<p>La Commune, <u>Représentée par :</u></p> <p> Le Maire,  Yves GOASDOUE</p>	<p>La Communauté d'Agglomération du Pays de Fers, <u>Représentée par :</u></p> <p>Le Vice-Président Aménagement Urbain-Urbanisme,   Pierre SALLES</p>
<p>L'Aménageur, <u>Représenté par :</u> (nom, fonction et signature)</p> <p>DESRAMÉ Jean-claude Propriétaire Lotisseur </p>	

Les trois parties acceptent les termes de la convention ainsi que ses annexes.

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	11.06.14	30	8.8	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

FORET DE HALOUZE DROIT DE CHASSE NOUVELLE ADJUDICATION AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2014

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSIN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	30	8.8	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Josette BONNEL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		1	27.05.14	3	
	CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
					4	30

OBJET	FORET DE HALOUZE – DROIT DE CHASSE – NOUVELLE ADJUDICATION AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2014
--------------	--

SB/AM

Chers Collègues,

Le droit de chasse en forêt de Halouze a été concédé à la Société de Chasse de la Haussière pour une durée de 6 années à compter du 1^{er} septembre 2008. La location expire donc le 31 août 2014.

La gestion de la chasse est intimement liée à celle de la forêt, et l'Office National des Forêts (O.N.F) assure naturellement un suivi de l'ensemble des activités liées au domaine forestier.

Juridiquement compétent pour la gestion de la chasse des forêts domaniales, cet organisme dispose d'une grande expérience en ce domaine. Aussi est-il proposé de lui confier, comme précédemment, le soin d'organiser la nouvelle adjudication de la chasse en forêt de Halouze sur la base d'une concession établie pour une nouvelle période de 6 ans, et le suivi de cette activité qu'il assume déjà dans le cadre de sa mission sur le site.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 – CONFIER** à l'Office National des Forêts l'organisation de l'adjudication du droit de chasse en forêt de Halouze et le suivi de cette activité.
- 2 – APPROUVER** le dossier d'adjudication comprenant :
 - * le règlement d'Adjudication et le Cahier des Clauses Générales,
 - * le cahier des Clauses Particulières,
 - * le dossier de candidature,
 - * la liste des parcelles proposées à la location.
- 3 – AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les pièces nécessaires à la gestion de la chasse avec l'O.N.F. et avec l'adjudicataire qui sera retenu.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	30	8.8	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

4 - STIPULER

que cette location s'accompagnera de la mise à disposition, par une concession distincte, de la maison forestière de la Haussière, qui relève des conditions particulières du lot, pour la même période.

5 - PRECISER

que le bureau d'adjudication sera présidé par Monsieur le Maire ou son représentant (en principe Josette BONNEL).

6 - DESIGNER

deux représentants titulaires et deux suppléants au sein de cette instance.

TITULAIRES			SUPPLEANTS		
1.	Lori	HELLOCO	1 bis.	Serge	HAMEL
2.	Irène	COJEAN	2 bis.	Subay	SAHIN

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL30-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/06/2014
Publication : 12/06/2014

Pièce n° 1

REGLEMENT DES ADJUDICATIONS

SOMMAIRE

Annexe à la délibération n° 30
du Conseil Municipal n° 3
du 11 juin 2014



Le Maire,
Yves GOASDOUE

CHAPITRE I - ADMISSION DES AMATEURS

CHAPITRE II - BUREAU ET PRONONCE DE L'ADJUDICATION

CHAPITRE III - ENCHERES

CHAPITRE IV - EXERCICE DE LA PRIORITE DES LOCATAIRES SORTANTS

CHAPITRE V - PROCES-VERBAUX D'ADJUDICATION

REGLEMENT DES ADJUDICATIONS

CHAPITRE I : ADMISSION DES AMATEURS

Pour être admis à prendre part aux adjudications du droit de chasse, les amateurs doivent faire acte de candidature en adressant sous pli recommandé avec demande d'avis de réception un dossier de candidature dûment rempli au moins deux semaines avant la date prévue pour l'adjudication.

La date limite de dépôt des candidatures et l'adresse du service destinataire sont indiqués dans la publicité.

Les personnes insolvable ne peuvent prendre part aux adjudications. En cas de doute sur la solvabilité d'un amateur, et par dérogation aux dispositions de l'article 9 du cahier des clauses générales, le Président du bureau, le receveur municipal entendu, peut exiger de l'intéressé la présentation immédiate d'une caution et à défaut de garanties jugées suffisantes, remettre le lot en adjudication au besoin à la même mise à prix.

Les amateurs qui désirent se faire représenter doivent munir leur mandataire d'une procuration régulière.

Les sociétés ou associations de chasse sont représentées par leur Président régulièrement mandaté et qui doit obligatoirement remettre au bureau d'adjudication les statuts de la société ou de l'association qui le mandate, ainsi que les noms des membres du bureau (tels qu'ils sont déclarés auprès de l'administration) :

1/ Ressortissants d'un Etat membre de la Communauté Economique Européenne : un duplicata de la "carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la C.E.E."

2/ Ressortissants d'autres Etats : un duplicata de la "carte de résident privilégié", de la "carte de résidence ordinaire" ou de la "carte de séjour temporaire", et un agrément de l'autorité préfectorale.

Les étrangers résidents ordinaires ou temporaires en France ne peuvent se porter candidats que sous réserve de réciprocité pour les Français en séjour temporaire dans leur Etat, Province ou Canton d'origine. Ils doivent en outre être titulaires du permis de chasser français.

Toute fausse déclaration entraîne l'annulation de l'adjudication et la résiliation du bail selon les modalités prévues à l'article 38 du cahier des clauses générales.

CHAPITRE II : BUREAU ET PRONONCE DE L'ADJUDICATION

Les adjudications publiques sont faites aux enchères verbales montantes. Elles sont annoncées :

- au moins trois semaines à l'avance par des affiches apposées, dans la commune propriétaire, dans la commune de situation des bois et dans les communes environnantes.

- au moins trois semaines à l'avance par voie de presse (dans deux journaux au moins dont un d'audience régionale).

Elles ont lieu en mairie, sous la présidence du Maire, ou de son adjoint délégué assisté du receveur municipal et de deux membres du Conseil municipal désignés à cet effet pour constituer le bureau d'adjudication. Pour les établissements publics, le bureau d'adjudication est présidé par le Président de la commission administrative (ou son représentant), en présence du comptable.

Le Président du bureau d'adjudication tranche immédiatement et, en dernier ressort, après consultation des membres du bureau, toutes les contestations qui pourraient s'élever au cours de la séance soit sur le déroulement des opérations, soit sur la représentativité des mandataires, soit sur la validité des enchères, etc...

Toute adjudication est définitive du moment où elle est prononcée par le Président du bureau d'adjudication.

La séance d'adjudication étant publique, il n'est procédé à aucune notification des résultats auprès des amateurs, qu'ils aient été ou non admis à participer à l'adjudication.

CHAPITRE III : ENCHERES

L'adjudication est effectuée aux enchères verbales montantes sur la base du prix du loyer annuel et sur une mise à prix annoncée par le Président du bureau.

Les enchères seront exprimées à haute voix. Elles ne peuvent être moindres à 10€ lorsque la mise à prix est inférieure à 150€, de 20€ lorsqu'elle est comprise entre 151€ et 800€, de 100€ lorsqu'elle est comprise entre 801 et 1500€, de 200€ lorsqu'elle est comprise entre 1501 et 8000€, et de 400€ lorsqu'elle est supérieure à 8001€.

L'adjudication n'est prononcée qu'autant qu'une enchère au moins a été portée sur le montant de la mise à prix. Elle est tranchée au profit de l'enchérisseur le

plus offrant après que deux appels consécutifs se soient succédés sans qu'une nouvelle enchère ait été portée.

Lorsque faute d'offres suffisantes, les adjudications n'ont pu avoir lieu, elles sont, si le Président le juge à propos, remises sans nouvelle publicité, au jour qui est fixé par lui, séance tenante, sans que cet ajournement puisse dépasser le délai de quinzaine.

CHAPITRE IV : EXERCICE DE LA PRIORITE DES LOCATAIRES SORTANTS

Conformément à l'article L 137.3 du code forestier, l'exercice du bénéfice de la priorité n'est pas prévu pour les forêts autres que domaniales.

CHAPITRE V : PROCES-VERBAUX D'ADJUDICATION

La minute du procès-verbal d'adjudication est rédigée et signée sur le champ par tous les membres du bureau présents à l'adjudication ainsi que par les adjudicataires ou leurs fondés de pouvoir ; s'ils ne veulent ou ne peuvent signer, il en est fait mention aux procès-verbaux.

Il sera fourni, par les soins du Président, dans la quinzaine de l'adjudication, cinq expéditions tant du cahier des clauses particulières que du procès-verbal d'adjudication pour le receveur municipal, les autres sur papier libre pour l'adjudicataire, le Directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts, un exemplaire étant conservé en Mairie.

SOMMAIRE

CHAPITRE I - GENERALITES

- ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION
- ARTICLE 2 - OBJET ET CONSISTANCE DE LA LOCATION
- ARTICLE 3 - DUREE DE LA LOCATION
- ARTICLE 4 - BATIMENTS, MATERIELS OU EQUIPEMENTS
- ARTICLE 5 - RENDEMENT DE LA CHASSE - MODIFICATION DES CONDITIONS DE LOCATION
- ARTICLE 6 - ACTIVITES HABITUELLES EN FORET - DROIT DU BAILLEUR
- ARTICLE 7 - RESTRICTIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES DU DROIT DE CHASSE
- ARTICLE 8 - INTERDICTION DE SOUS-LOCATION ET DE MORCELLEMENT DES LOTS DE CHASSE - CESSIION DU BAIL

CHAPITRE II - CLAUSES FINANCIERES

- ARTICLE 9 - GARANTIES
- ARTICLE 10 - PAIEMENT DES LOYERS

ARTICLE 11 - DROIT D'ENREGISTREMENT - FRAIS DE TIMBRES -
REDEVANCES

ARTICLE 12 - AUTRES CHARGES

ARTICLE 13 - INDEXATION DES LOYERS

CHAPITRE III - EXERCICE DE LA CHASSE

ARTICLE 14 - CORRESPONDANT LOCAL DU LOCATAIRE

ARTICLE 15 - PROCEDURE PREALABLE A L'EXERCICE DE LA
CHASSE - PERMIS SPECIAL

ARTICLE 16 - MODES DE CHASSE AUTORISES

ARTICLE 17 - PLAN DE CHASSE

ARTICLE 18 - CHASSE A TIR : GIBIERS AUTORISES, MODALITES
POUR SON EXERCICE

ARTICLE 19 - CHASSE A TIR : NOMBRE DE "FUSILS" - CONTROLE

ARTICLE 20 - TIRS DE SELECTION

ARTICLE 21 - INTRODUCTION D'ANIMAUX

ARTICLE 22 - DESTRUCTION DES ANIMAUX NUISIBLES

ARTICLE 23 - SURABONDANCE D'ANIMAUX NON SOUMIS A PLAN
DE CHASSE ET D'ANIMAUX NUISIBLES

ARTICLE 24 - PROTECTION CONTRE LE GIBIER ET LES ANIMAUX
NUISIBLES

CHAPITRE IV - CONSERVATION ET AMELIORATION DE LA CHASSE

ARTICLE 25 - TRAVAUX D'EQUIPEMENT CYNEGETIQUE

ARTICLE 26 - TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMELIORATION

CHAPITRE V - RESPONSABILITE

ARTICLE 27 - RESPONSABILITE DU LOCATAIRE

ARTICLE 28 - MISE EN CAUSE DU BAILLEUR

ARTICLE 29 - DEGATS CAUSES AUX CULTURES RIVERAINES ET
AUX PEUPLEMENTS

CHAPITRE VI - SURVEILLANCE ET POLICE DE LA CHASSE

ARTICLE 30 - SURVEILLANCE DE LA CHASSE

ARTICLE 31 - CONTROLE

ARTICLE 32 - MESURES DE SECURITE

CHAPITRE VII - INFRACTIONS

ARTICLE 33 - INFRACTIONS AU CAHIER DES CHARGES

ARTICLE 34 - INFRACTIONS COMMISES PAR DES TIERS SUR LES
LOTS LOUES

ARTICLE 35 - EXCLUSION DE CERTAINES PERSONNES

CHAPITRE VIII - RESILIATION DES BAUX

ARTICLE 36 - RESILIATION AMIABLE - RESILIATION CONCERTEE

ARTICLE 37 - RESILIATION DE PLEIN DROIT - MODALITES

ARTICLE 38 - PRINCIPAUX CAS DE RESILIATION DE PLEIN DROIT

ARTICLE 39 - DECES DU LOCATAIRE - DISSOLUTION DE LA
SOCIETE DE CHASSE OU DE L'ASSOCIATION
LOCATAIRE

ARTICLE 40 - CONTESTATIONS

CHAPITRE I - GENERALITES

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

1.1 - Eléments du contrat locatif

Le présent cahier des clauses générales détermine les clauses et conditions générales de la location, soit par voie d'adjudication publique, soit à l'amiable, du droit de chasse dans les forêts et terrains appartenant aux Communes et Etablissements publics du département de l'Orne.

Il peut être complété ou modifié par des clauses spéciales à chaque location ainsi que par des conditions particulières à chaque lot.

Aussi, les éléments constitutifs du contrat sont les documents suivants, prévalant dans l'ordre indiqué en cas de contradiction.

- 1/ Le procès-verbal d'adjudication ou le bail de location amiable
- 2/ Les clauses particulières du lot
- 3/ Le cas échéant, les clauses communes de l'adjudication
- 4/ Le Cahier des Clauses Générales

1.2 - Caractère personnel des obligations du locataire

L'engagement du locataire est contracté à titre personnel. Le titulaire du bail, personne physique ou personne morale, ne peut se prévaloir d'aucune cession ou transfert de ses droits et obligations à un tiers quelconque, pour se soustraire à l'exécution des obligations nées du contrat.

Réciproquement, le ou les tiers qui auraient rempli en fait, aux lieu et place, voire sous la responsabilité du titulaire du bail, les obligations du locataire, ou exercé ses droits, ne pourront sous aucun prétexte se prévaloir de cette substitution - qu'elle qu'en soit la forme ou la finalité- pour se prétendre subrogés dans les droits du titulaire du bail.

Le paiement du loyer par une personne physique ou morale autre que le locataire en titre ne peut être admis qu'à titre exceptionnel et le bailleur ne sera jamais tenu d'accepter les moyens de paiement déposés par des tiers.

L'inobservation des principes énoncés au présent paragraphe constitue un motif de résiliation du bail.

ARTICLE 2 - OBJET ET CONSISTANCE DE LA LOCATION

2.1 - La location porte sur le droit d'exercer un ou plusieurs modes de chasse donnés pour capturer des gibiers d'espèces données sur un territoire de chasse déterminé.

Sur un même territoire, le droit de chasse à courre et le droit de chasse à tir peuvent être loués soit en bloc, formant un seul lot, soit séparément, formant deux ou plusieurs lots.

Les clauses particulières du lot précisent les limites du territoire, le ou les modes de chasse autorisés, les gibiers dont la capture est autorisée et donnent une description succincte des équipements attachés au lot au moment de la location (cultures ou prairies à gibiers, points d'eau, dispositifs d'affouragement, miradors, etc...). Elles précisent en outre la surface des engrillagements existants et indiquent si le locataire pourra ou non y exercer son droit de chasse.

2.2 - Exclusion de certains biens

Outre les terrains expressément exclus de la location par les clauses particulières du lot, les maisons forestières, les bâtiments de toute nature, les enclos d'acclimatation ou d'élevage du gibier, ainsi que les pépinières ne font pas partie du lot de chasse.

Sous réserve de l'application éventuelle de l'article 5.2, il pourra en être de même -sur décision du bailleur pouvant être notifiée en cours de bail - des surfaces engrillagées existant lors de la location et qui n'auraient pas été exclues du lot, ainsi que des surfaces qui viendraient à être engrillagées ultérieurement en application de l'article 24.

2.3 - Routes et chemins

Les routes et chemins forestiers, laies et sommières séparant des lots communaux sont réputés mitoyens aux deux lots sur toute leur longueur, sauf indication contraire aux clauses particulières.

Les clauses particulières peuvent exclure du lot certaines routes forestières ou chemins d'exploitation.

Le locataire est censé connaître le statut juridique des voies publiques et des chemins ruraux longeant ou traversant le lot.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA LOCATION

La location commencera à la date indiquée au procès-verbal d'adjudication ou dans le bail (de location) et sera consentie pour six saisons de chasse.

Tout bail conclu pendant le temps où la chasse est ouverte courra à compter du 1er août de l'année de location pour s'achever au 31 mars de la dernière année du bail.

ARTICLE 4 - BATIMENTS, MATERIELS OU EQUIPEMENTS

Des bâtiments peuvent être mis à la disposition du locataire par une concession distincte du bail de chasse. Cette possibilité est indiquée aux clauses particulières du lot si les bâtiments sont disponibles lors de l'adjudication.

Ces bâtiments ainsi que le mobilier et le matériel qui s'y trouvent et les clôtures qui en dépendent doivent demeurer affectés exclusivement à l'exploitation de la chasse. Ils ne peuvent -sous peine d'expulsion des locaux, de résiliation de la concession et, le cas échéant, de résiliation du bail de chasse- recevoir aucune autre destination, en particulier servir au logement de gardes ou de gens à gages.

Les terrains attenants aux bâtiments et faisant partie de la concession sont exclus du territoire loué pour la chasse et le locataire ne peut y chasser, sauf autorisation expresse du bailleur.

Les améliorations de toute nature apportées par le locataire s'incorporent au fur et à mesure aux bâtiments et ne pourront pas, sauf convention particulière, donner lieu à indemnisation lors de la reprise des locaux par le bailleur. Elles se feront avec l'accord express du Bailleur.

En cas de résiliation de la concession et si le bail de chasse continue, la reprise des bâtiments par le bailleur prend effet, sauf urgence motivée, au 1er avril. Elle ne donne lieu, quel que soit le motif de la résiliation, à aucune indemnité pour perte de jouissance pendant la durée du bail de chasse restant à courir.

La résiliation du bail de chasse ou son expiration à son terme normal, entraîne de plein droit la résiliation des concessions de bâtiments, matériels ou équipements énumérés au présent article.

Le locataire ne peut procéder à la construction d'abri ou pavillon de chasse qu'en se conformant à la réglementation concernant les constructions, à l'intérieur ou à distance prohibée des forêts ainsi qu'à celle relative à la délivrance du permis de construire et sous réserve de l'accord du bailleur.

L'occupation du terrain nécessaire ainsi que son accès feront alors l'objet d'un acte de concession distinct instruit dans les formes réglementaires sur la

demande du locataire et présentation du dossier qui sera exigé par les services intéressés.

ARTICLE 5 - RENDEMENT DE LA CHASSE - MODIFICATION DES CONDITIONS DE LOCATION

5.1 - Rendement

Le rendement de la chasse n'est pas garanti.

Il ne sera accordé aucune réduction sur le prix de location en cas de diminution du gibier pour quelque cause que ce soit.

5.2 - Consistance du lot et modification de la consistance du lot

Le locataire est censé bien connaître la situation, la composition et l'état de son lot à tous égards. Il ne sera accordé aucune réduction de loyer pour défaut de mesure.

Si la totalité du territoire formant l'intégralité d'un lot vient à être aliénée par vente, échange ou autrement, ou si elle vient à être affectée à un service public ou reçoit une destination incompatible avec l'exercice de la chasse, le bail sera résilié de plein droit sans indemnité et il sera accordé sur le terme payé d'avance une réduction calculée au prorata de la durée de jouissance dont le preneur aura été privé.

Si la surface du territoire loué n'est que partiellement modifiée par suite d'une opération évoquée à l'alinéa précédent, le bail sera maintenu sans indemnité, mais le montant du loyer sera réduit proportionnellement à la surface distraite si celle-ci est supérieure à 5 %.

Si la surface distraite du lot est supérieure à 15 % ou si la surface ajoutée au lot est égale ou supérieure à 5 %, le bail sera maintenu et son prix réduit ou augmenté proportionnellement à la surface distraite ou ajoutée, à moins que le locataire n'en demande la résiliation conformément à l'article 36.1 et selon les modalités prévues au 2ème alinéa du présent article.

ARTICLE 6 - ACTIVITES HABITUELLES EN FORET - DROIT DU BAILLEUR

6.1 - Gestion

Le locataire exerce son droit de chasse dans le cadre normal de la gestion forestière.

En conséquence, il ne peut ni invoquer un quelconque trouble de jouissance pour prétendre à indemnité ou réduction de loyer, ni s'en prévaloir pour se soustraire à ses obligations. Les activités normales de gestion du domaine forestier y compris l'accueil du public, sont notamment les travaux ou activités suivants :

- <> exploitations forestières et de tous produits végétaux et extractions de minéraux ;
- <> inventaires de gibier, recherche du gibier blessé ;
- <> travaux d'entretien, d'équipement, de boisement, de récolte de graines, etc... ;
- <> travaux de bâtiment ou de génie civil ;
- <> circulation et stationnement des piétons, V.T.T, cavaliers ;
- <> circulation et stationnement des véhicules sur routes et chemins forestiers ouverts à la circulation générale ;
- <> circulation des véhicules de service et de tous autres ayants-droits ;
- <> mise en valeur et gestion touristique et piscicole des plans d'eau ;
- <> installations de matériels forestiers, de scieries, ateliers, bâtiments ou locaux de service à usage divers.

Par ailleurs, le locataire supportera, comme le bailleur, les sujétions afférentes aux activités d'autres services (exercices militaires, travaux de topographie ou de géodésie, inventaires, prospections et recherches de toute nature).

Toutefois, si l'exercice de la chasse venait à être durablement empêché sur tout ou partie du lot pour une période supérieure à vingt jours consécutifs en raison de la nature ou de la durée de certaines de ces activités ou travaux, voire de circonstances exceptionnelles ou calamités (incendies de forêt, chablis importants, etc...) ou de certains travaux ou activités non signalés aux clauses particulières du lot, le locataire peut demander la réduction du loyer pour la période d'empêchement ou la résiliation du bail selon les modalités prévues à l'article 5.2 ci-dessus.

Si l'application de l'article 5-2 ouvre droit à réduction du loyer, la diminution consentie est calculée au prorata des surfaces interdites et de la période d'interdiction.

6.2 - Autres droits du bailleur

Le bailleur se réserve le droit d'exclure de la location en cours de bail les emplacements nécessaires à la création de parc d'élevage ou d'acclimatation du gibier, aux concessions de carrières ainsi qu'à tous équipements d'utilité publique ou d'intérêt général.

ARTICLE 7 - RESTRICTIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES DU DROIT DE CHASSE

Les modifications qui, au cours du bail, viendraient à être apportées à la législation ou à la réglementation de la chasse, s'imposeront au locataire sans qu'il puisse prétendre à la résiliation, à réduction du prix ou à une indemnité quelconque, sauf si elles sont de nature à le priver en tout ou en majeure partie de son droit de chasse, auquel cas il pourra obtenir la résiliation de son bail conformément à l'article 36.1.

ARTICLE 8 - INTERDICTION DE SOUS-LOCATION ET DE MORCELLEMENT DES LOTS DE CHASSE - CESSION DU BAIL

8.1 - Interdiction de sous-location

En raison du caractère personnel du droit de chasse, le locataire, personne physique ou personne morale, est censé exercer ce droit de chasse par et pour lui-même.

Aussi, en aucun cas le locataire ne peut sous-louer tout ou partie de ses droits sous quelque forme que ce soit, sous peine de résiliation de son bail conformément à l'article 37 ci-après.

8.2 - Cession du bail

Le preneur ne peut céder tout ou partie de son bail qu'en vertu d'une autorisation expresse du bailleur et le nouveau locataire proposé dit le "cessionnaire" doit remplir les conditions d'admission prévues par le règlement des adjudications et fournir une caution dans les conditions prévues à l'article 9.

La cession aux conditions techniques et financières du bail initial est constatée par un acte co-signé par le cédant et passé dans les formes prévues pour les locations amiables. La caution primitive reste engagée pour les sommes dues par le cédant.

En dehors des cas où elle est motivée par la constitution par le locataire en titre d'une association ou société de chasse, l'autorisation de cession a toujours un caractère exceptionnel et gracieux. S'il s'avère qu'elle est impossible ou inacceptable, la résiliation peut être prononcée, à la demande de l'une ou de l'autre des parties, dans les conditions prévues à l'article 37 ou à l'article 36 si les conditions de cet article sont remplies.

Toute cession donne lieu au paiement au bailleur d'une somme de 500 € (montant indexé comme le loyer) pour les frais d'instruction, à la charge du locataire sortant, sauf si le nouveau locataire accepte de la prendre en charge.

CHAPITRE II - CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 9 - GARANTIES

9.1 - Obligation de fournir une caution

Le locataire est tenu de fournir une caution qui pourra être constituée :

<> soit par une banque figurant sur la liste des établissements de crédit à statut légal spécial et des banques inscrites par le Conseil national du crédit ;

<> soit par un établissement financier à compétence nationale habilité par le Conseil national du crédit à se porter caution en faveur des locataires de chasse.

Cependant, lorsque le loyer principal annuel initial est inférieur à 8000€, la caution peut être constituée par toute autre personne présentée par le locataire, à condition d'avoir été expressément agréée par le Comptable chargé du recouvrement du loyer.

Dans ce cas et sous peine de nullité (article 1326 du Code Civil), l'acte de cautionnement doit comporter en toutes lettres la mention suivante écrite de la main de la caution : "Bon pour caution solidaire à concurrence de x euros par an, ce montant étant indexé conformément à l'article 13 du cahier des clauses générales de la location".

La somme cautionnée doit être égale au montant du loyer principal annuel, augmenté des droits et taxes accessoires.

9.2 - Obligations de la caution solidaire

La caution s'engage solidairement avec le locataire à toutes les charges et conditions de la location y compris, le cas échéant, pour le paiement des clauses pénales civiles, des indemnités dues à titre de réparation civile et de tous dommages et intérêts, notamment les indemnités de résiliation.

La caution est engagée pour toute la durée du bail. Toutefois elle peut, sur sa demande expresse adressée au bailleur, être déchargée de son obligation si elle apporte la preuve qu'elle a payé, aux lieu et place du locataire, l'équivalent de 1,5 fois le montant du loyer annuel et sous réserve qu'elle accepte de garantir le paiement de l'indemnité de résiliation (pour le cas où le locataire ne pourrait pas fournir une nouvelle caution).

La caution qui notifie sa décision de retrait reste engagée jusqu'au 31 mars suivant cette notification, tant pour le paiement des loyers restant dûs à cette date que pour le paiement des indemnités et frais accessoires non encore recouvrés.

9.3 - Délai de présentation de la caution

L'acte de cautionnement revêtu des mentions obligatoires (voir paragraphe 9.1 ci-dessus) doit être produit :

<> soit à la signature de l'acte locatif en cas de location amiable ou de cession. A défaut l'acte de location ou de cession n'est pas signé ;

<> soit dans les vingt jours en cas d'adjudication.

Dans ce dernier cas, si la caution n'est pas agréée ou si les garanties ne sont pas fournies dans ce délai, la résolution du bail est prononcée par le bailleur et le locataire, déchu de l'adjudication, doit payer au bailleur une indemnité égale à la moitié du prix principal (loyer annuel) avec un minimum de 1500€ .(montant indexé comme les loyers) pour frais de remise en location et dédit.

La disparition ou le retrait de la caution en cours de bail ainsi que la nullité de l'acte de cautionnement, constatée au cours du bail, entraînent de plein droit la résiliation du bail si le locataire ne produit pas, dans le délai prescrit par le bailleur, une nouvelle caution agréée par le Comptable chargé du recouvrement du loyer.

ARTICLE 10 - PAIEMENT DES LOYERS

Le prix d'une annuité du bail, qui comprend le prix principal d'adjudication augmenté des charges éventuelles, sera payé d'avance auprès de Monsieur le Trésorier de Flers – 5 Rue Guy Mollet 61 100 FLERS.

10.1 - Exigibilité des loyers - Echéances

La première année de location, le paiement de l'annuité est effectué en un seul versement, dans le mois de l'enregistrement de la location.

Les années ultérieures, les paiements sont effectués par semestre en deux termes égaux et d'avance, les 1er avril et 1er septembre de chaque année.

10.2 - Pénalités et sanctions en cas de non paiement à l'échéance

En cas de retard dans les paiements, les sommes dues produiront, de plein droit, intérêt au taux légal de la Banque de France majoré de quatre points, depuis le jour d'échéance, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, tous les mois seront comptés pour trente jours et les fractions de mois seront négligées.

Si la première échéance du loyer (ou la totalité du loyer lorsque celui-ci est payable en une seule fois) n'est pas payée dans le mois suivant l'échéance, le bailleur peut résilier de plein droit, conformément à l'article 38, après mise en demeure de payer restée infructueuse.

La résiliation peut être prononcée à l'expiration du second mois suivant la date d'échéance (à partir du 1er juin pour l'échéance du 1er avril), sous réserve du préavis prévu à l'article 37.

Cependant, le bailleur peut renoncer à la résiliation si le locataire règle la totalité du loyer et des droits et frais annexes (au besoin par la caution) avant l'expiration du préavis de résiliation.

Si la seconde échéance du loyer n'est pas payée dans le mois suivant l'échéance du 1er septembre les poursuites en recouvrement contre le locataire et sa

caution pourront être engagées à l'expiration de ce délai sans qu'il soit besoin d'une quelconque mise en demeure.

Les demandes de résiliation ou de réduction du loyer ne font pas obstacle au recouvrement des loyers à leur échéance normale et ne suspendent pas l'effet des poursuites pour le recouvrement des termes échus.

Tout loyer ou fraction de loyer versé au bailleur reste acquis à ce titre au bailleur qui, sauf les cas expressément prévus par le présent cahier des charges, n'est jamais tenu de les rembourser au locataire ou à ses ayants-droits.

ARTICLE 11 - DROIT D'ENREGISTREMENT - FRAIS DE TIMBRES - REDEVANCES

En cas d'adjudication, le locataire est tenu de payer, la première année, les frais d'adjudication éventuels dont le montant est alors précisé au règlement des adjudications.

Dans tous les cas, le locataire supporte tous les impôts, droits et timbres qui pourraient frapper les chasses.

ARTICLE 12 - AUTRES CHARGES

Le cahier des clauses particulières mentionne le détail des charges imposées sur chaque lot et une évaluation de la dépense correspondante.

Les travaux mis en charge sont l'entretien par fauchage et élagage des lignes de parcelles, sommières et périmètre. Ils doivent être réalisés chaque année après le 1^{er} Août et réceptionnés par les services de l'Office National des Forêts au plus tard une semaine avant la date d'ouverture générale de la chasse fixée par arrêté préfectoral. Cette réception sera communiquée par l'ONF à la commune de Flers.

Faute de satisfaire à cette obligation d'entretien, le permis spécial (cf. article 15) n'est pas délivré et le bail peut être résilié en application de l'article 37.

En aucun cas, la responsabilité de la Commune de Flers et de l'Office National des Forêts ne saurait être engagée en cas d'incident et d'accident de chasse quels qu'ils soient, du fait d'une mauvaise lisibilité sur les lignes de parcelle, les sommières et le périmètre de la forêt communale.

ARTICLE 13 - INDEXATION DES LOYERS

A l'échéance du 1er avril de chaque année, le loyer est révisé pour l'année à venir en fonction du taux officiel de l'inflation tel qu'il figure au Journal Officiel ou au Bulletin mensuel de statistiques de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, ou à tout autre document qui pourrait leur être substitué.

Le loyer afférent à l'année "n" est calculé selon la formule :

$$P_n = P_{n-1} \times T_{oi}$$

Avec :

P_n : Nouveau loyer pour l'année à venir

P_{n-1} : Loyer de l'année précédente

T_{oi} : Taux officiel de l'inflation de l'année précédente

La révision de prix est automatique et le locataire ne peut s'en prévaloir pour demander la résiliation du bail, sauf si la hausse annuelle atteint ou dépasse 15 % ou si la hausse cumulée au bout de trois années successives atteint ou dépasse 40 %. La résiliation amiable est alors accordée sans indemnité dans le mois qui suit la première échéance et selon les modalités prévues à l'article 36.1.

CHAPITRE III - EXERCICE DE LA CHASSE

ARTICLE 14 - CORRESPONDANT LOCAL DU LOCATAIRE

Le locataire a pour correspondant habituel un agent de l'Office National des Forêts mentionné aux conditions particulières du lot, appelé "correspondant local" dans toutes les clauses de la location.

ARTICLE 15 - PROCEDURE PREALABLE A L'EXERCICE DE LA CHASSE - PERMIS - CALENDRIER

Les locataires ne peuvent se livrer à la chasse qu'après avoir obtenu indépendamment du permis de chasse, un permis spécial renouvelé chaque année qui est délivré par le bailleur sur présentation du reçu correspondant au dernier terme du loyer, du certificat de paiement des primes d'assurances prévues à l'article 27.2, et après exécution des charges prescrites. Il doit être présenté à toute réquisition. Ce permis spécial est signé par un représentant de la Ville dûment mandaté.

Dans le cas de cession de leurs droits, les locataires doivent remettre au bailleur, le permis spécial qui leur a été délivré.

Avant le début de la saison, le locataire devra établir le calendrier de sa saison de chasse et l'adresser au bailleur et à son correspondant local. Toute modification à cette prévision devra faire l'objet d'une demande auprès du correspondant local au moins 72 heures avant l'action de chasse souhaitée.

ARTICLE 16 - MODES DE CHASSE AUTORISES

Le seul mode de chasse autorisé est la chasse à tir.

Le locataire peut en outre être autorisé à procéder à la destruction des animaux nuisibles ou mis en demeure de la faire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

La chasse à tir, dans les territoires sur lesquels il n'est pas concédé de droit de chasse à courre, comprend toutes les espèces chassables sauf dérogation mentionnée au cahier des clauses particulières ou à l'acte de location amiable.

ARTICLE 17 - PLAN DE CHASSE

17.1 - Demande de plan de chasse

Les locataires adressent à l'agence de l'Office National des Forêts concernée, sous couvert du correspondant local, et à la commune de Flers leurs propositions concernant le nombre minimum et maximum d'animaux soumis à plan de chasse à prélever dans leur lot, par espèce, par sexe et éventuellement par classe d'âge, 8 jours avant le délai prescrit par la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Orne.

Ces propositions comportent en outre une estimation de l'évolution de la population existante et le compte rendu d'exécution du plan de chasse précédent.

17.2 - Réalisation et contrôle du plan de chasse

Des modalités spéciales de contrôle de la réalisation du plan de chasse peuvent être mises en place soit en application des textes réglementaires, soit sur décision du bailleur, notifiée au locataire en début de saison.

Le bail peut être résilié en application de l'article 37 pour non réalisation du minimum du plan de chasse dans les délais fixés.

ARTICLE 18 - CHASSE A TIR : GIBIERS AUTORISES, MODALITES POUR SON EXERCICE

Sauf stipulation contraire des clauses particulières du lot, la chasse à tir peut s'exercer sur toutes les espèces classées chassables.

ARTICLE 19 - CHASSE A TIR : NOMBRE DE "FUSILS" - CONTROLE

Les clauses particulières du lot fixent le nombre maximum de "fusils" autorisés sur le lot. Ce nombre inclut le cas échéant, les gardes particuliers et les rabatteurs lorsque ceux-ci portent une arme de chasse.

La Ville de Flers délivre au locataire, au début de son bail, des cartes numérotées en nombre égal au nombre maximum de fusils autorisés pour le lot. Toute personne chassant sur le territoire, y compris le locataire lui-même, doit être munie d'une de ces cartes et la présenter à toute réquisition des agents chargés de la police de la chasse.

Le locataire s'engage à exclure de son groupe ou refuser d'y admettre tout chasseur ayant fait l'objet depuis moins de 5 ans de deux transactions en matière de chasse ou d'une condamnation à peine d'amende égale ou supérieure à la troisième classe de contravention pour infraction en matière de chasse ou de protection de la nature, réprimée par le Code Rural, le Code Forestier et le Code de l'Environnement. En cas d'inobservation de cette clause, le bailleur pourra prononcer la résiliation du bail dans les conditions prévues à l'article 37.

Le locataire ne peut réunir le même jour, sur un même lot, un nombre de fusils supérieur à celui fixé aux clauses particulières.

ARTICLE 20 - TIRS DE SELECTION

Par dérogation à l'article 15 du présent cahier des charges, le locataire est autorisé à exercer son droit de chasse sur le lot avant le visa du permis spécial pour la pratique du tir de sélection des cervidés après présentation au bailleur :

<> du récépissé de paiement de la première échéance du loyer pour le tir du brocard ;

<> du récépissé de paiement du dernier terme du loyer pour le tir des grands cervidés ;

<> du certificat de paiement des primes d'assurances prévues à l'article 27

Le visa du permis spécial avant le début de la saison de chasse dans les conditions définies à l'article 27.2 demeure toutefois obligatoire.

Les tirs de sélection ne peuvent avoir lieu qu'à l'approche ou à l'affut à partir d'un poste fixé à terre ou surélevé, et sans chien. Le chasseur peut être accompagné d'une personne.

ARTICLE 21 - INTRODUCTION D'ANIMAUX

Sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires en la matière, l'introduction de tout gibier sur les lots loués est soumise à l'autorisation préalable du bailleur après avis de l'Office National des Forêts. Dans tous les cas, l'introduction du lapin et de l'ondatra ou rat musqué est interdite.

En cas d'infraction à cette clause, le bailleur pourra résilier le bail sans indemnité, sans préjudice de l'application des lois et règlements en vigueur, en application de l'article 37.

ARTICLE 22 - DESTRUCTION DES NUISIBLES

Le locataire, lorsqu'il l'estime nécessaire, peut demander au bailleur qu'il soit procédé à la destruction des animaux nuisibles, tels qu'ils sont définis par la réglementation.

Les demandes d'autorisation préfectorale de destruction des animaux nuisibles sont faites directement par le bailleur qui juge de leur opportunité.

Le bailleur peut ensuite déléguer au locataire, par écrit et conformément à la réglementation en vigueur, le droit de détruire certaines espèces d'animaux nuisibles nommément désignés ou mettre le locataire en demeure de le faire dans les conditions fixées à l'article 23.

ARTICLE 23 - SURABONDANCE D'ANIMAUX NON SOUMIS AU PLAN DE CHASSE ET D'ANIMAUX NUISIBLES

Si le bailleur estime que la surabondance d'espèces chassables non soumises à plan de chasse et d'animaux nuisibles est de nature à porter préjudice au gibier, aux peuplements forestiers ou à l'agriculture, il met le locataire en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, d'éliminer dans un délai déterminé et conformément à la réglementation en vigueur les animaux dont le nombre et l'espèce lui sont indiqués.

Le locataire fait connaître au correspondant local de l'Office National des Forêts, au moins 48 heures à l'avance, le jour et les territoires où auront lieu les éliminations.

Faute par le locataire de satisfaire à la sommation qui lui sera signifiée, au frais du locataire il sera procédé d'office à cette destruction par les soins du bailleur en liaison avec l'Office National des Forêts.

Pour procéder à ces éliminations, le bailleur peut s'adjoindre les auxiliaires de son choix, au besoin en leur délivrant des licences. Il peut recourir à tous les moyens qu'autorisent la loi et les règlements.

Les locataires, prévenus de ces opérations 48 heures à l'avance, n'ont aucun droit sur les animaux tués dans ces conditions. Les locataires ne peuvent chasser dans leurs lots et ne peuvent y conduire des chiens le jour et veille des opérations d'élimination prévues aux précédents alinéas.

ARTICLE 24 - PROTECTION CONTRE LE GIBIER ET LES ANIMAUX NUISIBLES

Le bailleur se réserve la faculté de prendre toutes mesures utiles pour protéger les peuplements forestiers contre les atteintes du gibier et des animaux nuisibles et notamment d'utiliser des produits ou dispositifs répulsifs, d'effectuer tous travaux d'engrillagement nécessaires, de modifier et de déplacer les clôtures existantes et de réglementer ou même d'interdire la chasse sur les surfaces ainsi clôturées.

Dans le seul cas d'interdiction de la chasse, les dispositions de l'article 5 sont applicables.

Les locataires devront réparer à leurs frais les dégradations causées de leur fait à ces équipements de protection.

CHAPITRE IV - CONSERVATION ET AMELIORATION DE LA CHASSE

ARTICLE 25 - TRAVAUX D'EQUIPEMENT CYNEGETIQUE

Le bailleur peut, en cours de bail, réaliser des travaux d'équipement cynégétique dans un lot, dans la mesure où le locataire accepte de prendre en charge l'entretien ultérieur de ces équipements, selon les dispositions prévues à l'article 26.

Afin de réduire les dégâts aux peuplements forestiers et aux cultures riveraines, le bailleur peut en outre créer des équipements "de dissuasion" (cultures à gibier, prairies, recépages, etc...) et imposer au locataire leur entretien ultérieur. La charge financière obligatoire, correspondant à l'entretien de ces équipements de dissuasion et aux travaux prévus à l'article 26, ne pourra dépasser 20 % du loyer annuel.

ARTICLE 26 - TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMELIORATION

En vue de faciliter l'exercice de la chasse, conserver le gibier en bon état, le cantonner et en améliorer la qualité, le bailleur peut donner l'autorisation ou imposer au locataire, selon les indications portées aux clauses particulières, et dans la limite d'une charge financière annuelle égale à 20 % du loyer annuel, d'entretenir et d'améliorer le territoire de chasse, notamment par la réalisation des travaux ci-dessous :

- <> Amélioration des gagnages,
- <> Entretien de cultures et prairies à gibier,
- <> Recépage de taillis,
- <> Introduction d'arbres ou d'arbrisseaux,
- <> Apport de nourriture, y compris établissement de réserves de fourrage ou d'aliments et construction de râteliers, mangeoires, agrainoirs, etc..., dans les limites précisées par les clauses de la location ou de l'autorisation,
- <> Maintien et création de couverts,
- <> Création de points d'eau,
- <> Aménagement de zones pour la reproduction et l'élevage du gibier,
- <> Aménagement de lignes et de postes de tir,
- <> Installation de dispositifs de protection sur le périmètre de la forêt.

La valeur des travaux ne sera pas inférieure à 10 % du loyer annuel.

Le locataire justifiera l'exécution de ses obligations par la présentation des factures acquittées ou par une réception contradictoire des travaux, réalisée avec le correspondant local de l'Office National des Forêts.

Les territoires et leurs abords, équipés pour la réalisation de ces objectifs, pourront être munis, par les soins du locataire, de pancartes tendant à éviter la pénétration du public. Le nombre, l'emplacement et le libellé de ces pancartes doivent être agréés par le bailleur.

Par ailleurs, les déplacements sur la voirie en terrain naturel (sommières, lignes de parcelles) devront se faire sur sol portant (sec ou gelé). A défaut et en cas

de dégâts (orniérages), une remise en état (nivellement) sera réalisée dans les meilleurs délais.

Si le locataire ne respecte pas ses obligations ou ses engagements d'entretien du territoire de chasse, le bailleur peut se substituer à lui après mise en demeure et exécuter les travaux aux frais du locataire.

A la fin du bail, les équipements réalisés par le locataire doivent être enlevés dans un délai d'un mois, à moins que le bailleur ne décide de les reprendre à un prix déterminé après évaluation contradictoire ou, en cas de désaccord, après expertise. A défaut d'enlèvement ou de reprise, le bailleur peut les enlever, aux frais du locataire sortant.

CHAPITRE V - RESPONSABILITES

ARTICLE 27 - RESPONSABILITE DU LOCATAIRE

27.1 - Toutes les clauses générales, communes et particulières applicables au locataire s'imposent non seulement à ce dernier, c'est-à-dire, au contractant proprement dit, mais également à ses ayants-droit, ainsi qu'à toute personne qui, à l'occasion de l'exécution du contrat de location, agit pour le compte du locataire ou lui est associée.

La caution est réputée connaître l'ensemble des documents contractuels et s'y conformer solidairement.

Les sociétés ou associations de chasse sont légalement représentées par leur président. Toute modification statutaire doit être notifiée au bailleur dans les trois mois (Président, trésorier, siège social...).

27.2 - Le locataire est responsable civilement, dans les conditions prévues par le code civil, et financièrement, de convention expresse, des dommages causés au tiers, aux biens du bailleur au cours ou à l'occasion de l'exercice de son droit de chasse.

La responsabilité civile du locataire considéré comme "commettant" lorsqu'il s'agit des actions de chasse, s'étend aux dommages causés par ses "actionnaires", associés, sociétaires, employés, préposés, invités et de manière générale par toute personne autorisée par lui à chasser en ou hors sa présence, ainsi qu'aux dommages causés par leurs animaux.

A ce titre, le locataire doit, pour le groupe, assurer sa responsabilité civile pour les dommages corporels autres que ceux résultant de l'usage des armes à feu et les dommages matériels de toute nature.

Le locataire est tenu de présenter sa police d'assurance ainsi que les dernières quittances de primes pour obtenir son permis spécial, ainsi qu'il est dit à l'article 15.

Le bailleur est, en ce qui le concerne, subrogé dans tous les droits de l'assuré en cas de dommages subis par lui et il peut notifier à sa compagnie d'assurances, aux frais de ce dernier, tous les actes nécessaires pour faire produire à cette subrogation son effet.

27.3 - En cas de condamnation pénale assortie de réparations civiles, le locataire est solidaire des personnes désignées à l'article 27.2 ci-dessus pour tout ce qui concerne les réparations qui pourraient être dues au bailleur.

ARTICLE 28 - MISE EN CAUSE DU BAILLEUR

En cas de dommages résultant de troubles ou d'accidents causés en forêt par des tiers ou usagers de la forêt, ou du fait des exercices militaires, des engins de guerre, des objets inanimés, des avalanches, des chutes de pierres, d'arbres ou de branches, ou de toute autre circonstance, le locataire, qui conserve son droit de recours contre le ou les tiers responsables, ne pourra pas mettre en cause le bailleur autrement que pour faute ou négligence de sa part.

ARTICLE 29 - DEGATS CAUSES AUX CULTURES RIVERAINES ET AUX PEUPLEMENTS

29.1 - Dégâts causés aux cultures riveraines

Le locataire est tenu de s'acquitter de tous droits, taxes ou cotisations afférents à la réparation des dégâts aux cultures ou récoltes.

Le locataire pourra être appelé en garantie par le bailleur ou son assureur dans toute action ou transaction amiable concernant la réparation des dégâts causés aux cultures riveraines par les gibiers qu'il a le droit de chasser ainsi que par les nuisibles qu'il est autorisé à détruire. Le locataire assiste aux expertises ou s'y fait représenter.

29.2 - Dégâts causés aux peuplements

Dans son lot, le locataire est responsable des dégâts causés aux peuplements par le gibier et les animaux nuisibles qu'il est autorisé à détruire dans la mesure où il n'a pas réalisé le minimum de son plan de chasse légal ou exécuté des éliminations ou destructions prescrites réglementairement.

Le montant des indemnités à verser au bailleur en application des alinéas précédents, ainsi que leur répartition entre les différents locataires en cause, sont arrêtés par le bailleur après avis de l'Office National des Forêts en présence ou en l'absence des intéressés ou de leurs représentants dûment convoqués par lettre recommandée avec accusé de réception.

CHAPITRE VI - SURVEILLANCE DE LA CHASSE

ARTICLE 30 - SURVEILLANCE DE LA CHASSE

Les agents de l'Office National des Forêts assurent la surveillance de la chasse et constatent les infractions en matière forestière, de chasse et de protection de la nature dans les conditions déterminées par les lois et règlements. En conséquence, les locataires ne doivent réclamer d'eux aucun service.

Les locataires peuvent, après agrément par l'autorité administrative et déclaration écrite au bailleur, employer des gardes particuliers sur leurs lots.

Les gardes et autres personnels au service du locataire cessent leurs fonctions sur le lot à l'expiration ou la cessation du bail.

Le bailleur peut, pour motif grave, exiger le renvoi des personnes employées par le locataire, notamment pour infraction constatée à la législation de la chasse ou au présent Cahier des Charges (en particulier au dernier alinéa de cet article).

Les gardes particuliers ne peuvent porter des armes dans l'exercice de leur fonction qu'après avoir été dûment et spécialement autorisés à cet effet par le bailleur et sous réserve, le cas échéant, des autorisations administratives de port d'armes.

En aucun cas, ils ne peuvent porter un uniforme ou une coiffure susceptibles d'être confondus avec ceux des agents de la police de la Chasse.

Les gardes particuliers adressent à l'Office National des Forêts copie des procès-verbaux qu'ils ont dressés en forêt communale.

Les gardes particuliers ne sont habilités qu'à constater les infractions en matière de chasse sur le lot sur lequel ils sont habilités.

ARTICLE 31 - CONTROLE

Les locataires se soumettront aux contrôles des agents chargés de la police de la chasse, particulièrement à ceux prévus par le présent cahier des charges et par les clauses spéciales et particulières de location, ainsi qu'à leurs injonctions nécessitées par des mesures de protection des personnes, de la forêt ou du gibier.

Les tableaux de chasse devront être présentés de façon telle que les agents de l'Office National des Forêts puissent procéder au contrôle s'ils le jugent nécessaire. Notamment en cas de tirs de sélection ou de chasse individuelle à l'approche ou à l'affût, le correspondant local de l'Office National des Forêts sera prévenu de chaque abattage de gibier soumis au plan de chasse et du numéro du bracelet qui aura été utilisé.

Le tableau général des gibiers et nuisibles tués au cours de la campagne sera adressé par les locataires à l'Office National des Forêts pour le 10 mars de chaque année. Une copie de celui-ci sera transmise au bailleur avec ses observations éventuelles.

Les locataires ne pourront s'opposer aux opérations d'inventaires des gibiers effectuées sur leurs lots.

ARTICLE 32 - MESURES DE SECURITE

Le locataire doit prendre toutes les précautions propres à éviter les accidents notamment à l'égard des personnes travaillant en forêt (travaux sylvicoles, d'exploitation...) comme vis-à-vis du public et en particulier mettre en place une signalisation visant à intervenir temporairement le passage sur les routes forestières non ouvertes à la circulation publique. Cette signalisation doit impérativement être enlevée à la fin de chaque journée . Elle sera constituée par des panneaux amovibles portant la mention "CHASSE EN COURS " selon le modèle en usage à la Fédération Départementale des Chasseurs.

Les clauses communes et les clauses particulières du lot peuvent en plus de la réglementation en vigueur interdire le tir à partir de certains chemins, routes, lignes, et pare-feu ou à travers ces voies et à proximité ou en direction d'habitations ou d'équipements.

CHAPITRE VII - INFRACTIONS

ARTICLE 33 - INFRACTIONS AU CAHIER DES CHARGES

33.1 - Infraction en matière de chasse

Toute infraction aux clauses et conditions du Cahier des Charges relatives à la chasse (clauses générales, communes et particulières) sera sanctionnée des peines prévues par les textes réglementaires applicables en matière de chasse. Les dommages et intérêts peuvent être réclamés par la commune ou l'établissement concerné chaque fois que l'infraction provoque un trouble dans la gestion cynégétique ou porte au bailleur un préjudice quelconque.

33.2 - Autres infractions au Cahier des Charges

Toute inobservation des clauses et conditions de la location autres que celles relatives à la chasse donne lieu au paiement, à titre de clause pénale civile, d'une somme dont le montant compris entre 300 € et 1 500 € (indexé comme le loyer), est fixé par le bailleur.

En outre, le Maire ou le Président de l'établissement se réserve le droit d'obtenir réparation de son préjudice à dire d'expert ou par toute voie de droit.

ARTICLE 34 - INFRACTIONS COMMISES PAR DES TIERS SUR LES LOTS LOUES

Les infractions commises par les tiers, si elles portent préjudice au locataire, peuvent donner lieu à réparation au profit de ce dernier.

Le bailleur informe le locataire de toute infraction de chasse commise sur son lot dès qu'il en a connaissance. Le locataire peut transiger sur la réparation civile qui lui est due. Il en informe alors l'Ingénieur des services de l'Etat chargé des poursuites (Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt).

Il peut également se porter partie civile lors des poursuites pénales engagées, devant le tribunal de police ou le tribunal correctionnel, par le représentant de l'administration forestière (Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt).

Réciproquement, le locataire informe le bailleur et l'Office National des Forêts, dès qu'il en a connaissance, de toute infraction constatée sur son lot ou poursuivie devant les tribunaux répressifs.

ARTICLE 35 - EXCLUSION DE CERTAINES PERSONNES

Lorsque les personnes qui sont verbalisées pour infraction de chasse ou inobservation des clauses de la location sont à l'initiative du locataire exclues du groupe, de la société ou de l'association pour une durée au moins égale à 5 ans, le bailleur peut accepter de ne pas appliquer la résiliation prévue à l'article 37. L'amnistie des infractions est sans effet sur cette mesure d'exclusion à caractère civil et contractuel.

La même disposition est applicable aux personnes physiques locataires en ce qui concerne leurs invités.

Le bailleur peut aussi mettre le locataire en demeure, sous peine de résiliation, de procéder à l'exclusion des personnes condamnées et de leur retirer les cartes numérotées.

CHAPITRE VIII - RESILIATION DES BAUX

ARTICLE 36 - RESILIATION AMIABLE ET RESILIATION CONCERTÉE

36.1 - Résiliation amiable

La résiliation amiable, qui n'est assortie d'aucune indemnité de résiliation, est possible dans les seuls cas prévus à l'article 5.2 (modification de la surface du lot supérieure à 15 %), à l'article 7 (restrictions légales et réglementaires de l'exercice du droit de chasse), et à l'article 13 (augmentation du loyer annuel égale ou supérieure à 40 %). Elle prend effet à la date convenue entre les parties.

36.2 - Résiliation concertée

En dehors des cas et des périodes où la résiliation amiable peut être demandée, le bail peut faire l'objet d'une résiliation concertée dans les conditions suivantes :

<> la demande du locataire - comportant l'engagement du locataire à ne pas se porter candidat, même par personne interposée, à la relocation du même lot - est adressée au bailleur, par pli recommandé, au plus tard le 31 mars, à peine d'irrecevabilité.

<> le locataire et sa caution doivent s'engager par écrit à verser en cas d'acceptation de la demande, une indemnité forfaitaire de résiliation égale à un tiers du dernier loyer annuel (loyer principal) si la demande est adressée avant le 31 décembre et à la moitié de ce loyer si elle est adressée entre le 2 janvier et le 31 mars. Cette indemnité ne peut être inférieure à 500 € ni excéder 8 000 € dans le premier cas (le tiers du loyer) et 12 000 € dans le deuxième cas (montants indexés comme le loyer).

36.3 - Modalités des résiliations amiables et concertées

Les résiliations amiables ou concertées sont prononcées par le bailleur. Elles prennent effet au 31 mars.

L'indemnité pour la résiliation concertée est payable dans les quinze jours suivant la réception du titre de recette correspondant.

ARTICLE 37 - RESILIATION DE PLEIN DROIT - MODALITES

37.1 - Résiliation

L'inexécution des obligations contractuelles ou l'inobservation des prescriptions légales ou réglementaires peut entraîner la résiliation de plein droit du bail.

En règle générale, la résiliation est prononcée par décision motivée du bailleur avec un préavis d'un mois pendant lequel le locataire peut faire valoir ses observations.

Cependant, aucun préavis n'est observé s'il y a urgence ou s'il est nécessaire de mettre fin à une situation, un comportement ou des agissements

préjudiciables à la gestion cynégétique du lot, notamment dans les cas énumérés à l'article 38.1 ci-dessous.

37.2 - Modalités

La résiliation sur décision du bailleur prend effet :

<> au 1er avril si elle est prononcée pour non paiement du loyer à cette échéance,

<> au jour de sa notification dans les autres cas.

Elle n'interrompt ni le cours des poursuites pénales engagées ou à engager pour des frais antérieurs à la date du prononcé de la résiliation, ni les mises en recouvrement ou actions civiles afférentes à ces faits.

Toute résiliation prononcée par le bailleur donne lieu au paiement par le locataire ou sa caution, qui s'y obligent de convention expresse, à une indemnité forfaitaire de résiliation (à titre de clause pénale civile) équivalente à la moitié du dernier loyer (loyer principal), sans préjudice du recouvrement de toutes les sommes et loyers échus ou exigibles à la date d'effet de la résiliation. L'indemnité de résiliation ne peut être inférieure à 600 € ni excéder 20 000 € (montants indexés comme le loyer).

Dans tous les cas, les sommes déjà versées à titre de loyer demeurent acquises au bailleur. Tout versement d'une fraction du loyer, même inférieure au montant du terme échu, rend le solde immédiatement exigible et ne peut être remboursé en cas de résiliation ultérieure.

ARTICLE 38 - PRINCIPAUX CAS DE RESILIATION DE PLEIN DROIT

38.1 - La résiliation avec préavis prévue à l'article 37 est encourue notamment :

- si le locataire a abattu, au cours d'une saison de chasse, un nombre d'animaux supérieur à celui fixé au plan de chasse ou s'il n'a pas éliminé, au cours de deux saisons successives, le nombre minimum fixé à chacun des plans de chasse correspondants. Dans ce cas, la résiliation peut être prononcée, sous réserve du préavis, dès la constatation des faits, même lorsque ceux-ci sont passibles d'une sanction pénale.

- si la première échéance du loyer n'est pas payée dans le délai impératif de dix jours prescrit par la mise en demeure. Dans ce cas, la résiliation peut être

prononcée à partir du 1er juin, dès lors que le délai de préavis de résiliation est expiré.

- si le locataire, mis en demeure à cet effet, persiste à délivrer ou à ne pas retirer dans les conditions fixées à l'article 19, les cartes numérotées à des personnes qui ont subi une condamnation ou bénéficié de deux transactions pour infraction en matière de chasse ou de protection de la nature réprimée par les textes en vigueur en matière de chasse, commise en quelque lieu que ce soit.

Le fait de laisser chasser sans carte numérotée une personne ayant subi une condamnation est assimilé à un refus de retrait de carte et peut entraîner la résiliation avec préavis d'un mois, sans mise en demeure de faire cesser l'infraction.

- si le locataire, personne morale, n'a pas notifié au bailleur dans les délais prévus à l'article 27.1 les changements statutaires intervenus en cours de bail (président, trésorier, siège social, etc...) ou si les formalités administratives n'ont pas été effectuées.

- en cas d'inobservation d'une obligation contractuelle ou de prescriptions légales ou réglementaires.

- si le locataire, personne physique ou personne morale, sous-loue son lot malgré la mise en demeure de cesser ces pratiques prohibées par l'article 8.1.

- si le locataire, en méconnaissance des dispositions de l'article 8.2, a cédé son bail à l'insu du bailleur ou encore s'il s'est substitué en fait - éventuellement par le biais d'invitations permanentes ou abusivement répétées - d'autres personnes physiques ou morales pour exercer ses droits et/ou exécuter les obligations du bail qu'il a souscrites, soit en qualité de personne physique, soit en qualité de représentant légal d'une personne morale. Le paiement répété du loyer par une personne autre que le locataire en titre est assimilé à une substitution de fait.

- d'une manière générale, si le locataire ne remplit pas, après mise en demeure, les obligations qui peuvent être mises à sa charge, en cours de bail en application d'une clause précise du cahier des charges.

- si le locataire, après deux avertissements du bailleur au cours du bail, persiste dans un comportement ou des agissements contraires aux clauses de la location ou contraires à l'éthique de la chasse.

- si le locataire ou les personnes dont il doit répondre au sens de l'article 27.2 commettent volontairement des actes préjudiciables à la conservation de la forêt et de ses équipements ou à la protection de l'espace naturel en général.

Toutes les mises en demeure prévues au présent paragraphe impliquent, à défaut d'autre précision, un délai d'exécution de dix jours au plus et valent préavis de résiliation.

La résiliation ne peut être prononcée qu'à l'expiration du préavis d'un mois qui commence à courir à compter de la date d'envoi de la mise en demeure (sous pli postal recommandé).

38.2 - La résiliation sans préavis prévue à l'article 37 est encourue :

- si le locataire cesse de remplir les conditions réglementaires pour l'exercice de la chasse (exemples : refus de validation du permis de chasser ou retrait du permis par décision judiciaire ; annulation ou non renouvellement de l'attestation de meute).

- si le locataire chasse ou détruit les animaux nuisibles sans avoir fait viser son permis spécial dans les conditions prévues à l'article 15.

- si le locataire vient à subir une condamnation ou bénéficier de deux transactions en matière de chasse ou de protection de la nature commise par lui-même en quelque lieu que ce soit.

- si une ou plusieurs personnes autorisées par le locataire à chasser sur le lot viennent à subir une condamnation ou bénéficier de deux transactions en matière de chasse ou de protection de la nature, pour infraction réprimée par les textes en vigueur en matière de chasse.

38.3 - Les condamnations ou transactions prises en compte pour l'application du présent article sont celles afférentes à des délits ou à des contraventions de la 3ème classe à la 5ème classe.

ARTICLE 39 - DECES DE LOCATAIRES, DISSOLUTION DE LA SOCIETE OU DE L'ASSOCIATION LOCATAIRE

39.1 - Le décès du locataire, personne physique, entraîne la résiliation du bail. Toutefois, les héritiers en priorité ou les membres du groupe chassant habituellement avec le locataire décédé peuvent, dans les deux mois suivant le décès, demander le transfert du bail à leur profit sous réserve de se constituer en association ou société de chasse de la loi de 1901. Passé ce délai de deux mois, le bailleur reprend la libre disposition du lot.

39.2 - La dissolution de l'association ou société de chasse locataire met fin au bail à la date de la notification de la dissolution au bailleur. L'indemnité forfaitaire de résiliation prévue à l'article 37 est appliquée à moins que la personne morale locataire n'ait négocié la résiliation concertée aux conditions prévues par l'article 36.

ARTICLE 40 - CONTESTATIONS

Les contestations qui peuvent s'élever entre le bailleur et le locataire relativement à l'exécution et à l'interprétation des clauses et conditions de la location, sont, à défaut d'accord amiable, portées devant les Tribunaux de l'ordre judiciaire.

Approuvé par le Conseil Municipal en date du 11 juin 2014

FORET COMMUNALE DE FLERS (Halouze) Département: Orne**CHASSE A TIR - LOT UNIQUE****MISE A PRIX****PRIX ADJUGE****ADJUDICATAIRE*****Nom :******Prénom :******Nom de l'Association :***Superficie **597 ha dont 498 ha de bois et forêts.**Nombre max. chasseurs armés **24 au gros gibier et 6 au petit gibier
(limité à 30 « fusils-jours par semaine »)**Durée de la location **6 ans****COMMUNES DE SITUATION :** St Clair de Halouze , La Chapelle au Moine et La Chapelle Biche**CONSISTANCE :** Parcelles dont la liste est jointe au Cahier des clauses générales**LIMITES :***N : Celle des parcelles**E : Celle des parcelles**S : Celle des parcelles**O : Celle des parcelles***GIBIER AUTORISE :** Tous gibiers.

:

AGENT RESPONSABLE DU LOT DE CHASSE :**Monsieur GILOT Damien**
M.F du Buisson Fortin
61700 CHAMPSECRET
Tél/Fax : 02 33 30 41 43
Portable : 06.44.98.70.03
damien.gilot@onf.fr**AUTRES CLAUSES PARTICULIERES :****Jours de chasse :** *2 jours par semaine : Un jour pour le gros gibier, exclusivement le jeudi.
Un jour pour le petit gibier, le dimanche ou le jeudi***Travaux d'entretien et d'amélioration :** Ils comportent entre autres, le fauchage par broyeur des lignes et allées forestières et L'emprise complète des sommières en terrain naturel aptes à produire un gagnage de qualité.
Prairies à gibier : parcelle cadastrée B 328 d'une surface de 1,67 ha sur la commune de St Clair de Halouze.**Travaux cynégétiques à charge du titulaire du droit de chasse:**

Longueur cumulée des lignes séparatives de parcelles = environ 14 000 ml

Longueur cumulée nécessitant un entretien annuel (à dire d'expert) : environ 7 000 ml (1/2)

Evaluation du coût annuel de l'entretien : 900 € HT

Equipements : Possibilité de location de la maison forestière de la Haussière par bail séparé.**Surface actuelle en grillagée et maintenue en grillagée à l'issue du bail :** Parcelle 23C pour 4,46 ha

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, NOM :
 Prénoms :
 Nationalité (1) :
 Profession :
 Demeurant à :

 Tél.:

(Compléter pour les personnes morales : sociétés, associations ou groupements)

Président de
Et agissant pour le compte de cette société, association ou groupement dont le siège est à
..... (adresse)
.....

déclare sur l'honneur,

ne pas avoir depuis 5 ans :

- fait l'objet d'une mesure de retrait de permis de chasser pour infraction de chasse,
- subi une condamnation devenue définitive pour délit ou contravention en matière de chasse ou de protection de la nature réprimés par le livre II du Code Rural ou du Code de l'Environnement (contraventions de la 3^{ème} à la 5^{ème} classe) ;
- fait l'objet de deux transactions pour délit ou contravention en matière de chasse ou de protection de la nature réprimés par le livre II du Code Rural ou du Code de l'Environnement.

Date et signature

avoir depuis 5 ans fait l'objet des mesures suivantes *(uniquement pour les candidats qui ne sont pas dans la situation ci-dessus)* :

.....
.....
.....

Date et signature

REFERENCES CYNEGETIQUES

- Premier permis de chasser délivré en : *(année)*
- Chasseur en forêt depuis : *(année)*
- Locataire du droit de chasse ou titulaire de licence *(préciser le département)* :
 - en forêt domaniale dedepuis.....*(année)*
 - en forêt communale dedepuis..... *(année)*
 - en forêt particulière dedepuis..... *(année)*
- Résultats obtenus ; améliorations réalisées *(succinctement)*
- Ces références peuvent être complétées par une note complémentaire.

Je me réfère, en outre, à ma déclaration sur l'honneur ci-jointe.

Date et signature

VI. BOIS ET FORETS

Section	n°	Commune	Désignation	Superficie		
				ha	a	ca
B	2	La Chapelle au Moine	Bois	50	69	85
B	151		Bois	17	08	15
B	189		Bois		13	65
B	193		Bois		86	90
B	200		Bois	11	27	90
			Sous total	80	06	45
B	32	St Clair de Halouze	Bois	42	09	23
B	48		Bois	4	59	40
B	51		Bois	1	11	50
B	55		Bois		06	40
B	95		Bois	11	88	25
B	96		Bois		49	15
B	99		Bois		79	23
B	102		Bois	31	23	17
B	103		Bois	29	49	04
B	132		Bois	45	19	50
B	133		Bois	4	32	25
B	134		Bois		24	62
B	143		Bois	18	17	90
B	250		Bois	8	30	70
B	266		Bois	25	65	41
B	422		Bois		48	45
B	426		Bois		48	35
B	283		Bois	12	18	10
B	296		Bois		96	95
B	309		Bois	10	33	90
B	314		Bois		99	37
B	318		Bois	1	27	00
B	319		Bois		02	44
B	321		Bois		20	72
B	323		Bois	5	76	90
B	324		Bois	11	69	30
B	327		Bois	51	43	30
B	329		Bois	39	32	34
B	342		Bois		21	30
B	343		Bois	1	73	80
B	344		Bois	1	08	05
B	282		Bois		45	50
B	295		Bois		21	55
B	108		Taillis sous futaies=bois		51	33
B	131		Sols		25	50
B	308		Terre		24	35
B	315		Sols		07	20
B	320		Sols		12	30
B	322		Sols	1	33	45
B	325		Taillis sous futaies=bois	1	87	05
B	647		Taillis sous futaies=bois	2	27	75
B	648		Taillis sous futaies=bois		01	29

B	654		Taillis sous futaies=bois	1	47	11
B	656		Sols		19	22
B	659		Taillis sous futaies=bois	3	08	92
B	661		Taillis sous futaies=bois	11	93	06
B	662		Taillis sous futaies=bois		09	14
B	665		Bois		98	56
B	666		Bois		09	91
B	700		Sols		14	80
B	746		Sols		14	90
B	789		Taillis sous futaies=bois	30	36	29
B	795		Prés + labour- Pâtures		78	46
			Sous total	418	53	66
			TOTAL GLOBAL	498	60	11

FLERS

agglomération

TD/AM

	Date	Délibération	Nature	Folio n°
COMMUNE DE FLERS	11.06.14	31	2.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

PARC DU CHATEAU JARDIN D'ENFANTS TRAVAUX PROGRAMME 2014 DEPOT D'UNE DECLARATION PREALABLE AUTORISATION DE SIGNATURES

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	11.06.14	31	2.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

R A P P O R T présenté par Josette BONNEL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		1	27.05.14	4	
	C O N S E I L	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
					5	31

OBJET	PARC DU CHATEAU - JARDIN D'ENFANTS - TRAVAUX PROGRAMME 2014 - DEPOT D'UNE DECLARATION PREALABLE - AUTORISATION DE SIGNATURES
--------------	---

JCR-VV/AM

Chers Collègues,

Par délibération 957 du 24 février 2014, des subventions au titre de la D.E.T.R. (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) ont été demandées pour le programme de travaux 2014 et notamment pour la réfection du pont d'accès au jardin d'enfants et du mur de soutien de berge du parc du château.

Afin de réaliser ces travaux, il est nécessaire de déposer une déclaration préalable.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à déposer la déclaration préalable accompagnée du dossier et à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL31-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	11.06.14	32	3.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

FORET DE HALOUZE VENTE DE L'ARTICLE 140065

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER Richard RIHOUEY	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX Charles-Henri GRIGY	Ensemble de la séance de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION Interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	32	3.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARPETES DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Josette BONNEL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS	N°	Date	Question	
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE	1	27.05.14	5	
	C O N S E I L	Séance	03	11.06.14	
				N° d'ordre	N° délibération
				6	32

OBJET	FORET DE HALOUZE – VENTE DE L'ARTICLE 140065
-------	--

FG-VV/AM

Chers Collègues,

L'Office National des Forêts a fait savoir que les Etablissements Eric HUARD de Magny le Désert ont fait une offre de prix de 19 500 € pour l'article n° 140065 situé en forêt de Halouze, parcelles 20D – 21A – 22A – 23D – 29 U.

Les ventes effectuées par l'O.N.F. ont habituellement lieu dans le cadre d'adjudications. En l'espèce, cet article n'avait pas trouvé preneur lors de l'adjudication du 11 mars 2014.

Compte tenu du montant de l'opération (> 4 600 €), il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur cette vente.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ACCEPTER** la vente aux conditions ci-dessus énoncées.
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la proposition remise par cet exploitant forestier.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL32-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/06/2014
Publication : 12/06/2014

HUARD Eric
La Monderie
61600 MAGNY-LE-DESERT

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Unité Territoriale du Bocage
Allée Aloïs Monnet
61 140 BAGNOLES-DE-L'ORNE

Annexe à la délibération du C.M. 03
n° 32 en date du 11.06.14

OFFRE DE PRIX

Je soussigné Eric HUARD – exploitant forestier à La Monderie – 61 600 MAGNY-LE-DESERT, propose une offre de prix s'élevant à 19 500 € Hors Taxes (Dix Neuf Mille Cinq Cents Euros Hors Taxes) pour l'article 140065 (Forêt Communale de FLERS – Parcelles 20D – 21A – 22A – 23D – 29U) invendu de l'appel d'offres du 11 mars 2014.

A Magny-le-Désert, le 7 / Avril 2014



Eric HUARD

Offre validée par la Ville de FLERS propriétaire :

A Flers, le 18 JUIN 2014

Le Maire



FLERS

agglomération

TD/AM

	Date	Délibération	Nature	Folio n°
COMMUNE DE FLERS	11.06.14	33	3.6	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

FORET DE HALOUZE TRAVAUX PROGRAMME 2014 ADJONCTION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chertise Conseil – R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	33	3.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T

présenté par
Josette BONNEL
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		1	27.05.14	6	
C O N S E I L	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				7	33

OBJET	FORET DE HALOUZE - TRAVAUX - PROGRAMME 2014 - ADJONCTION
-------	---

FG-VV/AM

Chers Collègues,

Par délibération 947 du 16 décembre 2013, le programme de travaux à réaliser en forêt de Halouze pour 2014 a été approuvé.

L'Office National des Forêts sollicite votre accord sur une adjonction au programme de travaux 2014 correspondant à l'aménagement d'une place de stockage de bois qui s'élève à 162,62 € H.T. soit 195,15 € T.T.C.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - AUTORISER** l'adjonction des travaux ci-dessus au programme de travaux 2014.
- 2 - CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer le devis de l'O.N.F. s'élevant à 162,62 € H.T. soit 195,15 € T.T.C.
- 3 - PRENDRE** l'engagement d'inscrire les crédits nécessaires au budget pour l'exercice 2014 étant précisé que ces dépenses s'imputeront sur les produits du legs Gévelot.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL33-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/06/2014
Publication : 12/06/2014

Votre interlocuteur :
 DAMIEN GILOT
 Tél : 02 33 30 41 43
 Mél : damien.gilot@onf.fr
 Tél Portable : 06 25 43 25 27

 N° DEP-14-853004-00072389 / 13113
 Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Adresse de livraison principale Monsieur le Maire COMMUNE DE FLERS BP 229 61104 FLERS CEDEX	Adresse client Monsieur le Maire COMMUNE DE FLERS BP 229 61104 FLERS CEDEX
---	--

Forêt communale de FLERS Objet de la prestation : TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE PLACE DE STOCKAGE DE BOIS	Coordonnées Client : Tél : 0233646600 - Fax : 0233646633 SIRET 21610169100014
--	--

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	P.U. ou Taux	TVA	Montant en € HT
TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE PLACE DE STOCKAGE DE BOIS □ Entretien de place de dépôt : reprofilage d'une plate-forme existante, en vue de l'exploitation d'une coupe résineuse dans les parcelles 2 et 4 (Ref : 04-CNXI-EDE00) Localisation : Place de dépôt en parcelle 12	1	FO		20,00	162,62

TVA			Total HT	162,62 €
Taux	Base	Montant	Total TVA ⁽¹⁾	32,52 €
20,00%	162,62	32,52	Total TTC ⁽¹⁾	195,15 €

Pour faire suite à votre demande, nous avons le plaisir de vous transmettre notre meilleure proposition. Cette offre est valable 3 mois Le 08/04/2014 Responsable de l'offre CHRISTIAN CLEMENT	Devis lu et accepté pour un montant de : 162,62 € HT 195,15 € TTC ⁽¹⁾ Transmis en retour à l'ONF pour exécution : A 18 JUIN 2014 , le (Signature nom, fonction) <i>Le Maire,</i> Yves GOASDOUÉ
--	--

- En signant ce devis vous reconnaissez avoir pris connaissance et accepté les CGV de l'ONF. Elles sont disponibles sur www.prestations.onf.fr ou peuvent être adressées sur simple demande à onf-prestations@onf.fr

- Cette prestation sera réalisée conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

- Ce devis pourra faire l'objet de factures intermédiaires en fonction de l'avancement des prestations.

(1) Taux de TVA appliqué sous réserve de modification législative

Annexe à la délibération du C.M. 03
 n° 33 en date du 11.06.14

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	34	2.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

FOYER MONGE TRANSFERT DE PROPRIETE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	11.06.14	34	2.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

R A P P O R T

présenté par

Josette BONNEL

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS	N°	Date	Question	
HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE	1	27.05.14	7	
C O N S E I L	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre
				8
				N° délibération
				34

OBJET	FOYER MONGE - TRANSFERT DE PROPRIETE
-------	--------------------------------------

GB/AM

Chers Collègues,

En date du 10 mars 1978, la Commune de Flers a donné bail emphytéotique à Orne Habitat venant aux droits de l'Office Public d'Habitation à Loyer Modéré de l'Orne, un terrain situé à Flers, 9 rue Gévelot, cadastré section AB n° 142 d'une superficie de 26 a 55 ca pour une durée de 35 ans et venant à expiration le 31 octobre 2012.

Aux termes de ce bail, l'Office devait procéder à la construction d'un foyer pour personnes âgées et en conserver la propriété pendant la durée du bail ; les constructions ne devenant la propriété de la Ville de Flers qu'à la cessation du bail emphytéotique.

Il était également convenu dans les clauses et conditions de cet acte ce qui suit :

« A l'expiration du bail, l'Office sera tenu de laisser et abandonner à la Ville de Flers, toutes les constructions et améliorations qu'il aura faites sans pouvoir réclamer aucune indemnité. »

Parallèlement, l'Office a consenti à la Ville de Flers, par acte sous seing privé en date du 7 avril 1978, une convention de location de l'immeuble à usage de foyer à compter du 1^{er} mois suivant l'achèvement de la construction et venant à expiration à la même date que le bail emphytéotique.

En application des dispositions légales, les constructions édifiées par l'emphytéote reviennent au propriétaire bailleur en fin de bail sans indemnité et sans formalité particulière, il n'est donc pas nécessaire de faire constater ce transfert de propriété par acte notarié.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - PRENDRE ACTE

du transfert de propriété résultant de l'expiration du bail emphytéotique ci-dessus décrit.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL34-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014



Le Maire,

Yves GOASDOUE

FLERS

agglomération

TD/AM

	Date	Délibération	Nature	Folio n°
COMMUNE DE FLERS	11.06.14	35	5.6	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

COMPTE ADMINISTRATIF GENERAL 2013 ELUS MUNICIPAUX : DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION BILAN ET DEBAT ANNUEL

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	35	5.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T

présenté par

Lori HELLOCO

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
PROTECTION DES POPULATIONS POLITIQUE EN FAVEUR DES SENIORS FLERS VILLE NUMERIQUE		1	27.05.14	1	
CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				9	35

OBJET

**COMPTE ADMINISTRATIF GENERAL 2013 - ELUS MUNICIPAUX :
DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION - BILAN ET DEBAT ANNUEL**

DJ/AM

Chers Collègues,

L'article L.2123-12 du Code Général des Collectivités territoriales dispose que « les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions ».

« Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal. »

Le tableau annexe présente les formations réalisées au titre de l'année 2013.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - PRENDRE ACTE du bilan relatif aux formations des élus au titre de l'année 2013.

2 - ANNEXER ledit document au compte administratif 2013.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL35-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Le Maire,

15/05/14

ANNEXE à la délibération n° du Conseil Municipal du 11.06.2014

FORMATION DES ELUS - ANNEE 2013

Crédit 2013								2 000.00
Organisme formateur	Thème	Effectif	Durée en jour	Date	Frais			Sous total
					Formation	Déplacement	Repas Hébergement	
Forum pour la gestion des villes et des collectivités Cotisation 2013	Cotisations annuelles							1 385.00
Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (F.N.C.C.) Cotisation 2013								511.00
								1 896.00
Total								1 896.00

FLERS

agglomération

TD/AM

	Date	Délibération	Nature	Folio n°
COMMUNE DE FLERS	11.06.14	36	5.6	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

ELUS MUNICIPAUX DROIT A LA FORMATION DETERMINATION DES ORIENTATIONS ET OUVERTURE DE CREDITS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoins : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION Interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	36	5.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T

présenté par

Lori HELLOCO

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
PROTECTION DES POPULATIONS POLITIQUE EN FAVEUR DES SENIORS FLERS VILLE NUMERIQUE		1	27.05.14	2	
CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				10	36

OBJET

**ELUS MUNICIPAUX - DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION -
DETERMINATION DES ORIENTATIONS ET OUVERTURE DE CREDITS**

LCL/AM

Chers Collègues,

Le droit individuel à la formation des élus a été affirmée par la loi n°92-108 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, et renforcé par la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Ce droit est reconnu par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui dispose dans son article L. 2123-12 que « **Les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres.** »

L'article 2123-12 ajoute que le conseil municipal « **détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre** ».

L'assemblée doit ainsi se déterminer pour statuer sur les objectifs de formation des élus qui s'inscrivent dans une démarche d'acquisition de connaissances et de compétences directement liées l'exercice du mandat d'élu local. En ce sens, il est proposé que les champs d'action des commissions municipales définissent les objectifs principaux des formations. Toutefois, ils seront complétés par les axes de travail prioritaires suivants :

- 1 – Comprendre l'intercommunalité et savoir articuler les projets municipaux et communautaires
- 2 – Appréhender et maîtriser les finances locales.

Les frais de formation des élus constituent une dépense obligatoire dont le montant est arrêté par délibération dans la limite exprimée par l'article L.2123-14 du CGCT qui stipule : « **le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune** ».

Pour information, les dépenses de formation comprennent les frais pédagogiques, mais également, les frais de déplacement et de séjour dans la limite du décret 2006-781 du 3 juillet 2006, fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat. L'article L2123-14 du CGCT prévoit en outre de couvrir les pertes de revenus éventuellement subies par un élu salarié qui exercerait ce droit.

Il convient de préciser que la collectivité a choisi, jusqu'à ce jour, de cotiser auprès de deux organismes susceptibles de couvrir un large éventail de formations à destination des élus (Forum pour la Gestion des Villes et Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture), dont l'adhésion est reconduite annuellement. A ce titre, un crédit de 2 000 € est déjà inscrit au BP 2014.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	36	5.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

Pour l'exercice en cours il vous est proposé, au regard des besoins de formation pressentis, d'inscrire un crédit global prévisionnel de 20 000 €.

En outre, l'organe délibérant a la possibilité de se prononcer sur la **répartition** des crédits consacrés à la formation des élus (hors adhésions ci-dessus mentionnées). Ainsi, il vous est proposé de les distribuer au prorata du nombre d'élus de chacun groupe représenté, soit :

Somme à répartir	18 000 €	
ELUS	Effectif	Sommes allouées
Majorité	25	13 636 €
Minorité	8	4 364 €

Enfin, le CGCT prévoit qu'« **un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal** ». Cette disposition prendra la forme d'une délibération annuelle.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - DETERMINER** les objectifs de formation des élus municipaux dans les conditions ci-dessus exposées.
- 2 - ARRETER** le montant et la répartition de l'enveloppe des crédits de formation suivant les règles établies ci-dessus.
- 3 - PRENDRE** l'engagement d'inscrire au budget les crédits nécessaires.
- 4 - CHARGER** le Maire ou son représentant de mettre en place les modalités pratiques de la formation des élus dans le respect des orientations décrites ci-dessus.
- 5 - SPECIFIER** que, chaque année, un bilan sera établi à l'occasion du débat annuel sur la formation des élus.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL36-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014

FLERS

agglomération

TD/AM

	Date	Délibération	Nature	Folio n°
COMMUNE DE FLERS	11.06.14	37	2.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

TRAVAUX DANS LES ECOLES PROGRAMME 2014 DEPOT DE DECLARATIONS PREALABLES AUTORISATION DE SIGNATURE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoins : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION Interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	37	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T

présenté par
Sonia LAFAY
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
AFFAIRES GENERALES AFFAIRES SCOLAIRES VIE SCOLAIRE		1	26.05.14	1	
C O N S E I L	Séance	3	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				11	37

OBJET	TRAVAUX DANS LES ECOLES - PROGRAMME 2014 - DEPOT DE DECLARATIONS PREALABLES - AUTORISATION DE SIGNATURE
-------	--

JCR-VV/AM

Chers Collègues,

Par délibération 957 du 24 février 2014, des subventions au titre de la D.E.T.R. (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) ont été demandées pour le programme de travaux 2014 dans les écoles, notamment :

Primaire Sévigné	Remplacement des <i>portes</i>
Victor Hugo	Remplacement des <i>portes</i>

Afin de réaliser ces travaux, il est nécessaire de déposer des déclarations préalables.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Maire ou son représentant à déposer les déclarations préalables accompagnées des dossiers et à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de ces affaires.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL37-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	11.06.14	38	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

STADE DU HAZE LOCAUX

MIS A DISPOSITION AUX ASSOCIATIONS PRE-PROGRAMME DE TRAVAUX APPROBATION PLAN DE FINANCEMENT DEMANDE DE SUBVENTION MAITRISE D'OEUVRE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSIN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	38	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Jean-Pierre HUREL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	DEVELOPPEMENT DU SPORT GRANDES MANIFESTATIONS SPORTIVES MEMOIRE DE FLERS ET CEREMONIES PATRIOTIQUES		1	26.05.14	1	
	CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
					12	38

OBJET	STADE DU HAZE - LOCAUX - MIS A DISPOSITION AUX ASSOCIATIONS - PRE-PROGRAMME DE TRAVAUX - APPROBATION PLAN DE FINANCEMENT - DEMANDE DE SUBVENTION - MAITRISE D'OEUVRE
-------	---

JCR/AM

Chers Collègues,

Le complexe sportif du Stade du Hazé dispose d'un terrain d'honneur en gazon naturel, de 4 terrains d'entraînement, d'un terrain annexe en stabilisé, d'une piste d'athlétisme et de 7 courts de tennis en terre battue.

Les associations sportives du Football Club Flérien (FCF) et de Flers-Condé Athlétisme (FCA) disposent d'un lieu d'accueil et de vie à l'entrée du Stade.

Ce local, « l'ancien Mille Clubs » des Vallées, a été remis en état et installé dans l'enceinte du Stade du Hazé en 1986. Le bâtiment type préfabriqué est devenu vétuste, le clos et le couvert ne sont plus assurés correctement. De plus, le bâtiment ne correspond plus aux attentes des deux associations qui ne peuvent plus accueillir dans de bonnes conditions l'ensemble de leurs 680 membres et partenaires.

Le Football Club Flérien compte 485 licenciés dont 69 femmes. Plus de la moitié de ses licenciés a moins de 16 ans. Pour encadrer les 26 équipes, le club dispose de 77 bénévoles actifs.

Flers-Condé Athlétisme compte 191 licenciés dont 73 femmes et plus de la moitié de son effectif a moins de 16 ans.

Depuis plusieurs années, les deux clubs ont fait part de la nécessité de disposer de locaux adaptés à leur vie associative.

C'est pourquoi la Ville de Flers, dans le cadre de sa politique de développement du sport et de soutien aux associations sportives, a prévu lors du vote du budget 2014 la construction d'un nouveau local qui sera mis à la disposition du Football Club de Flers.

Flers-Condé Athlétisme intégrera les locaux occupés actuellement par l'équipe administrative du Football Club Flérien et pourra disposer ainsi de deux bureaux et d'une salle de réunion.

Le nouveau projet sera construit sur le même site, à proximité de l'actuel local, à l'entrée du Stade. Il est organisé de manière à intégrer directement les contraintes du club résident. D'une surface totale de 220 m², le local comprend :

- 1 salle de convivialité : 120 m²
- 1 espace bureaux et accueil : 56 m²
- Des locaux de stockage et une buanderie : 30 m²
- Des sanitaires : 14 m²

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	38	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

La construction, conforme aux nouvelles normes énergétiques en vigueur, va permettre de véritables économies de fonctionnement. En effet, la vétusté du local actuel entraîne une importante consommation de fluide.

L'espace de convivialité peut être divisé en deux parties de manière à offrir aux usagers la possibilité de maintenir des manifestations de type différent au même moment dans la même salle.

Par ailleurs, ce projet va améliorer l'organisation des manifestations sportives se déroulant sur le complexe sportif et pourra être utilisé ponctuellement par d'autres associations.

L'estimation des travaux est de 296 000 € H.T., la maîtrise d'œuvre et les frais divers 59 200 € H.T. L'opération hors démolition de l'ancien local est de 355 200€ HT soit 426 240 € T.T.C.

La démolition de l'ancien local est estimée à 48 000 € sans réaffectation.

Une subvention auprès du **Fond Aide Football Amateur** de 15 000 € est envisageable.

PLAN DE FINANCEMENT

Dépense	Construction	266 000 €
	Maîtrise d'œuvre et divers	59 200 €
	Total H.T.	355 200 €
	T.V.A. 20 %	71 040 €
	Total T.T.C.	426 240 €
Recette	Fond d'Aide Football Amateur	15 000 €
A financer		411 240 €

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APOUVER** le pré- programme décrit ci-dessus.
- 2 - INSCRIRE** au budget les crédits nécessaires à la mise en œuvre du projet.
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à lancer la procédure de maîtrise d'œuvre et à signer le marché ainsi que toutes les pièces se rattachant à cette opération.
- 4 - SOLLICITER** la subvention décrite dans le plan de financement présenté ci-dessus.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, adopte à la majorité les décisions ci-dessus. HUIT ABSTENTIONS, celles de Messieurs Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ et de Mesdames Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR et Sabrina MESSEN.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL38-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014

FLERS

agglomération

TD/AM

	Date	Délibération	Nature	Folio n°
COMMUNE DE FLERS	11.06.14	39	7.10	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

MANIFESTATION EN RECONNAISSANCE AUX VILLES DE CHARLESTON ET DIJON, BIENFAITRICES 70EME ANNIVERSAIRE DU DEBARQUEMENT ET DE LA LIBERATION MODALITES DE REMBOURSEMENT

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	39	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T

présenté par

Gaëlle PIOLINE

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION FINANCIERE		1	28.05.14	12	
CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				13	39

OBJET	MANIFESTATION EN RECONNAISSANCE AUX VILLES DE CHARLESTON ET DIJON, BIENFAITRICES – 70 ^{ème} ANNIVERSAIRE DU DEBARQUEMENT ET DE LA LIBERATION – MODALITES DE REMBOURSEMENT
-------	--

SDC/VV/AM

Chers Collègues,

Par délibération 983 du 24 février 2014, le Conseil Municipal a validé le projet d'accueillir une délégation de représentants des villes de Charleston (Caroline du Sud) et de Dijon début juillet 2014, afin de remercier ces deux villes qui ont participé à la reconstruction de la Ville de Flers. Cette manifestation, à l'occasion du 70^{ème} anniversaire du Débarquement et de la Libération, permettra de visiter des lieux symboliques de cette période et de recréer du lien avec les villes de Charleston et de Dijon.

Lors de la venue des deux délégations, une commémoration sera organisée Place Charleston et une plaque commémorative sera inaugurée pour rappeler le rôle des villes de Dijon et de Charleston à la reconstruction de la Ville de Flers. Les élus, ainsi que les délégations seront conviés à l'inauguration de l'exposition sur la reconstruction de Flers et sur l'architecte-urbaniste Pierre Communal qui sera présentée à la Médiathèque de Flers courant juillet-août 2014.

La délégation de Charleston, comporte des élus, des représentants de l'association Alliance Française, des représentants de structure économique, de développement de la jeunesse, de club service.

Des réunions de travail vont être organisées avec les élus, les partenaires institutionnels et les délégations pour échanger sur les savoir-faire, les attentes des collectivités sur des projets de coopérations, sur les possibilités de développer des partenariats dans les domaines de la formation des jeunes, d'échanges culturels, de la création d'activités.

Les frais de déplacements des représentants de chacune des délégations seront pris en charge par la Ville de Flers. Aussi il convient de fixer les modalités de remboursement par la présente délibération. Il vous est proposé ainsi, de rembourser :

- les membres de la délégation de Charleston sur la base du tarif économique d'Air France (prix au 27/05/2014), entre Charleston et Paris soit :
 - Prix aller : 628 €
 - Prix retour : 566 €
- les membres de la délégation de Dijon, sur la base du tarif SNCF - 2^{ème} classe.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	39	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

APPROUVER les modalités de remboursement des déplacements des représentants des délégations de Dijon et Charleston ci-dessus décrites.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL39-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014

Publication : 13/06/2014

FLERS

agglomération

TD/AM

	Date	Délibération	Nature	Folio n°
COMMUNE DE FLERS	11.06.14	40	1.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ELECTION DES MEMBRES

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSIN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	40	1.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T
présenté par
Gaëlle PIOLINE
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION FINANCIERE		1	28.05.14	1	
CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				14	40

OBJET	COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - ELECTION DES MEMBRES
-------	--

TD/AM

Chers Collègues,

Par délibération n° 12 du 14 avril 2014, vous avez fixé les conditions de dépôt des listes de la commission de délégation de service public comme suit :

- Listes déposées ou adressées à la mairie à l'attention de Monsieur le Maire, au plus tard au terme de l'appel nominal de la séance du Conseil Municipal dont l'ordre du jour prévoit l'élection des membres de ladite commission.
- Listes pouvant comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.
- Listes devant indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.

Pour mémoire, la commission procède à l'ouverture et à l'analyse des candidatures et des offres et donne son avis sur tous les projets d'avenant entraînant une augmentation du montant global de la délégation de plus de 5 %.

La commission est composée :

- de Monsieur le Maire ou son représentant, en qualité de Président de la commission
- de 5 membres du Conseil Municipal et leurs suppléants
- du comptable public de la Ville de Flers, à titre consultatif
- du représentant du Ministre chargé de la Concurrence, à titre consultatif (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations – Service de la concurrence, de la consommation, de la qualité des produits et services).

Peuvent également participer à la commission avec voix consultatives, un ou plusieurs agents de la Ville de Flers désigné(s) par le Président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Les membres titulaires de la commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	40	1.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - CONSTATER** qu'une liste a été déposée dans les conditions fixées par la délibération n° 12 du 14 avril 2014.
- 2 - PROCEDER** à l'élection des 5 membres titulaires de la commission de délégation de service public suivant les règles de scrutin exposées ci-dessus.

TITULAIRES		
1.	Irène	COJEAN
2.	Annick	ROBIN-MOITRY
3.	Serge	HAMEL
4.	Liliane	POL
5.	Philippe	SENAUX

- 3 - PROCEDER** à l'élection des 5 membres suppléants de la commission de délégation de service public suivant les règles de scrutin exposées ci-dessus.

SUPPLEANTS		
1.	Lori	HELLOCO
2.	Noël	DJEZAIRI
3.	Inès	CHATÉ
4.	Colette	BUFFARD
5.	Istvan	GASZ

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL40-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	11.06.14	41	8.9	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

PRINTEMPS DE LA CHANSON 2014 FESTIVAL « VIBRA'MOMES 2014 » OFFICE DEPARTEMENTAL DE LA CULTURE CONVENTION DE PARTENARIAT AUTORISATION DE SIGNATURE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSIN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	41	8.9	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint Michèle POLVE Conseiller délégué	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION FINANCIERE		1	28.05.14	2	
	CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
					15	41

OBJET	PRINTEMPS DE LA CHANSON 2014 - FESTIVAL « VIBRA'MÔMES 2014 » - OFFICE DEPARTEMENTAL DE LA CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE
--------------	--

CM/AM

Chers Collègues,

La Ville de Flers et l'Office Départemental de la Culture œuvrent en partenariat pour la réalisation des deux manifestations suivantes :

- Printemps de la Chanson cette année avec le concert d'Abd Al Malik le mardi 18 mars 2014.
- Festival Vibra'Mômes du samedi 31 mai au samedi 7 juin 2014.

Une convention de partenariat détermine les missions et engagements respectifs de la Ville et de l'ODC.

Celles-ci peuvent se décliner comme suit :

ODC Ville de Flers	- co-organisation - gestion financière
ODC	- participation financière à hauteur de 44 997 € - gestion administrative : programmation, billetterie, conception et impression de tous les documents, plan de communication - perception de toutes les recettes
Ville de Flers	- participation financière à hauteur de 56 200 € - mise à disposition gratuite du Forum et du Centre Madeleine Louaintier

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ci-dessus exposée ainsi que tous les actes nécessaires à la réalisation de cette opération.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL41-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/06/2014
Publication : 12/06/2014



Le Maire,

Yves GOASDOUE



CONVENTION DE PARTENARIAT

Le Maire,
Yves GOASDOUE

Festival « Printemps de la Chanson » 2014
Festival « VIBRA'MOMES » 2014
Ville de Flers
Office départemental de la culture

Entre :

L'Office départemental de la culture de l'Orne
Palais d'Argentré BP 64 SEES 61500
N° de licences 2-1003625 – 3-1003624
représenté par **Monsieur André DUBUISSON**, Président
d'une part
et

La Ville de Flers
Avenue de l'Hôtel de Ville FLERS 61100
Représentée par **Monsieur Yves GOASDOUE**, député-maire,
dûment habilité par délibération n° 41 en date du 11 juin 2014.

Il est convenu ce qui suit :

Article I –

La ville de Flers et l'Office départemental de la culture œuvreront en partenariat pour la réalisation des manifestations suivantes :

- Printemps de la Chanson : Abd Al Malik concert mardi 18 mars 2014
- Festival « Vibra »Mômes » : du samedi 31 mai au samedi 7 juin 2014.

Article II –

Les budgets prévisionnels des deux manifestations se décomposent de la façon suivante :

- Concert Abd Al Malik : 31 200,00 €
- Festival Vibra'Mômes : 72 997,00 €

Au titre de son partenariat, la **ville de Flers** versera à l'ODC, une subvention de **56 200,00 €** pour l'ensemble des deux manifestations. Cette subvention sera versée pour la date du 15 juin 2014.

Au titre de son partenariat, l'ODC apportera une somme de **39 397,00 €**. En outre, il assurera la gestion des manifestations : programmation, conception et impression des documents, plan de communication....

Il gèrera aussi la billetterie du festival Vibra'mômes, la billetterie du Printemps de la Chanson étant assurée par la Scène Nationale 61 et percevra l'intégralité des recettes estimées à 8600 €.

Compte tenu du caractère de co-réalisation de ces manifestations, la ville de Flers mettra le Forum et la Salle de spectacle du Centre Louaintier gratuitement à la disposition de l'ODC.

Article III -

L'élu(e) de Flers en charge de la culture sera convié(e) aux réunions à caractère décisionnel concernant le festival. Il ou elle pourra se faire représenter.

Article IV –

Toute la communication mise en place à l'occasion des manifestations devra faire apparaître la ville de Flers et l'Office départemental de la culture comme les co-organisateurs et mettre en valeur leurs logos respectifs.

Article V –

Au terme de ces manifestations, une réunion de bilan devra avoir lieu. Elle devra être l'occasion d'envisager l'avenir et d'apporter les éventuelles modifications qui pourraient s'imposer.

Fait à FLERS. le 11 juin 2014

André DUBUISSON

*Vice-Président du Conseil général de l'Orne
Président de l'Office départemental de la culture*



Pour Yves GOASDOUE

*Député-Maire
Maire de Flers*



Madame Michèle POLVE



FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	42	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

COMPTE ADMINISTRATIF 2013 PRESIDENCE TEMPORAIRE DE SEANCE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	12.06.2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	42	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION FINANCIERE		1	28.05.14	3	
	CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre 16	N° délibération 42

OBJET	COMPTES ADMINISTRATIFS 2013 - PRESIDENCE TEMPORAIRE DE SEANCE
-------	---

MG/AM

Chers Collègues,

L'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose :
« **Dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote** ».

S'agissant de la présentation des comptes administratifs 2013 pour lesquels le Maire ne peut voter, il appartient à l'Assemblée de désigner son Président, étant rappelé que l'article L 2121-21 du même Code précise notamment :

« Il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé ».

Cependant, la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, complétant l'article L 2121-21, prévoit que le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - ELIRE

votre Président de séance pour le vote de la question portant sur les comptes administratifs 2013 (budget général et budgets annexes).

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL42-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014



Le Maire,

Yves GOASDOUE

FLERS

agglomération

TD/AM

	Date	Délibération	Nature	Folio n°
COMMUNE DE FLERS	11.06.14	43	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

COMPTES ADMINISTRATIFS 2013 ACQUISITIONS ET CESSIONS BILAN

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	43	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION FINANCIERE		1	28.05.14	4	
	CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre 17	N° délibération 43

OBJET	COMPTES ADMINISTRATIFS 2013 - ACQUISITIONS ET CESSIONS - BILAN
-------	--

MG/AM

Chers Collègues,

L'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est ainsi rédigé :

"Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2.000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune".

Les opérations en cause sont énumérées aux états annexés.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - PRENDRE ACTE** du bilan des acquisitions et cessions opérées par ou pour le compte de la Ville, au titre de l'année 2013 (budget général et budgets annexes).
- 2 - STIPULER** que le bilan en question sera annexé au compte administratif correspondant de l'exercice 2013.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL43-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014



Le Maire,

Yves GOASDOUE



Le Maire,
Yves GOASDOUE

VILLE DE FLERS

ACQUISITIONS 2013

Acquisition de terrains au cours de l'année

Nature des biens	Imputation	Identification cadastrale	Localisation	Cédant	Superficie	Prix Principal	N° Mandat/date	Observations
Terrain	2111 LC 11775	BI 80	Rue Durmeyer	GDF SUEZ	648 m2	15 000,00 € TTC	Mdt 64 du 01/02/2013	Acte notarié du 27/09/2012 Délib 720 du 25/06/2012
Terrain	2111 LC 7846	AP 318-319-322-323-330-327 AM 331-335-338	Rue St Sauveur	OPH de l'Orne	7255 m2	72 550,00 € TTC	Acquisition gratuite Mdt 5142 du 17/12/2013 Titre 2947 du 17/12/2013	Acte notarié du 29/03/2013 Délib 738 du 24/09/2012
Terrain	2111 LC 7846	BH245-212	Cité Lecomte	CAPF	1831 m2	31 375,00 € TTC	Acquisition gratuite Mdt 5143 du 17/12/2013 Titre 2948 du 17/12/2013	Acte notarié du 22/12/2012 Délib 590 du 26/09/2011



Le Maire,
Yves GOASDOUE

VILLE DE FLERS BUDGET GENERAL

CESSIONS 2013 CESSION DE TERRAINS AU COURS DE L'ANNEE 2013

Nature des biens	Identification cadastrale	Localisation	Acquéreur	Superficie	Prix Principal	N° titre/date	Observations

NEANT

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	45	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

COMPTES ADMINISTRATIFS 2013 BUDGET GENERAL ET BUDGET ANNEXE DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUN 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage – Thématique

2. Registre – Chemise Conseil – R.A.M. si nécessaire



www.fliers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	45	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T

présenté par
Gaëlle PIOLINE
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION FINANCIERE		1	28.05.14	6	
CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				19	45

OBJET	COMPTES ADMINISTRATIFS 2013 - BUDGET GENERAL ET BUDGET ANNEXE DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES - AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT
-------	--

MG/AM

Chers Collègues,

L'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux Communes prévoit que l'Assemblée procède à l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice précédent, prioritairement à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, et pour le solde, soit en report à nouveau créditeur, soit, en dotation complémentaire en réserves.

➤ BUDGET GENERAL

Par délibération précédente de ce jour, votre assemblée a arrêté les résultats de l'exercice 2013.

L'excédent cumulé de fonctionnement au 31 décembre 2013 est de **3 496 492,35 €**.

Il vous est proposé d'affecter les sommes de :

- ✓ 2 049 099,08 € au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » correspondant à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.
- ✓ 1 447 393,27 € en recettes de fonctionnement au compte 002 « excédent de fonctionnement reporté »

➤ BUDGET ANNEXE DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

Par délibération précédente de ce jour, votre assemblée a arrêté les résultats de l'exercice 2013.

L'excédent cumulé de fonctionnement au 31 décembre 2013 est de - **2 051,59 €**.

Il vous est proposé de l'affecter de la manière suivante :

- ✓ 2 051,59 € en dépenses de fonctionnement, au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté ».

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

DECIDER

les affectations au résultat du budget général et du budget annexe du service extérieur des Pompes Funèbres, comme elles sont indiquées ci-dessus.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL45-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014



Le Maire,

Yves GOASDOUE

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	47	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS PROPOSITION DE LA LISTE DES COMMISSAIRES TITULAIRES ET SUPPLEANTS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER Richard RIHOUEY	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX Charles-Henri GRIGY	Ensemble de la séance de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.M. si nécessaire



www.fliers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	47	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T

présenté par
Gaëlle PIOLINE
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION FINANCIERE		1	28.05.14	8	
CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				21	47

OBJET	COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS – PROPOSITION DE LA LISTE DES COMMISSAIRES TITULAIRES ET SUPPLEANTS
-------	--

MG/AM

Chers Collègues,

L'article 1650 du CGI prévoit que dans chaque commune, il est institué une commission communale des impôts directs, ayant un avis consultatif sur l'évaluation foncière des locaux d'habitation.

La durée du mandat des membres constituant la commission communale des impôts directs prend fin simultanément avec celle du Conseil Municipal. Il y a donc lieu de procéder au renouvellement de cet organisme qui comprend :

- le Maire, ou son représentant, Président de droit,
- 8 commissaires titulaires, dont 1 domicilié hors commune,
- 8 commissaires suppléants, dont 1 domicilié hors commune.

Il appartient à l'assemblée de dresser une liste de présentation de 32 noms sur laquelle 16 noms seront choisis librement par le Directeur des Services Fiscaux.

Les commissaires doivent être français, âgés de 25 ans au moins, jouir de leurs droits civils, être inscrits à l'un des rôles des impôts directs locaux, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

ADOPTER la liste de présentation de 32 noms sur laquelle 16 noms seront choisis librement par le Directeur des Services Fiscaux.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL47-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014



Le Maire,

Yves GOASDOUE



Le Maire,
Yves GOASDOUE

Commission communale des impôts directs

Commissaires titulaires Flers

- 1) LECOIS Christian – La Minière – Agriculteur
- 2) DEZERT Janine – 271 rue de Paris – Retraitée
- 3) BOULAY Yves – 57 rue Henri Vénard - Retraité
- 4) COSSON Michel – 149 bis rue d'Athis – Retraité Amiante
- 5) BOUVET Pierre – Les Pillières – Retraité Agriculture
- 6) PRESTAVOINE Nathalie – 34 esplanade Phoenix - Demandeur d'emploi
- 7) GUYARD Rémy – 21 avenue de la Libération – Retraité
- 8) POINSIGNON Philippe – 21 cité de la Chaussée – Retraité
- 9) CHAUVEAU Marie-Annick – 28 rue du 14 Juillet - Retraitée Enseignement privé
- 10) PRADAL Philippe – 72 rue du Six Juin – Pharmacien
- 11) LEPRINCE Marie-Claire – Les Basses Folletières – Secrétaire
- 12) LIBOR Michel – 71 rue Elie Frécour – Retraité Education nationale
- 13) CORBET Claude – 5 rue du Commandant Charcot – Retraité Education nationale
- 14) POLVE Serge – 11 rue des Amicales – Retraité Education nationale

Commissaires suppléants Flers

- 1) GAUMER Michel – 30 rue du Clos du Bois – Retraité Education nationale
- 2) LEROYER Roland – 126 rue de la Chaussée – Cadre retraité
- 3) N'DIAYE Marème – 277 rue de Domfront – Aide à domicile
- 4) BOUVET Louis – Les Pillières – Agriculteur
- 5) PREVERT Gilbert – 52 rue de la Fournière - Retraité
- 6) DESFOUGERES Marie-Françoise – 44 rue de la Sapinière – Retraitée Trésor Public
- 7) LANDAIS Kléber – 57 rue Elie Frécour - Retraité
- 8) MENARD Serge – 58 rue Paul Sanier - Infirmier libéral
- 9) MULOT Françoise – 111 rue de Paris – Retraitée Fonction Publique
- 10) MORIN Marie-Christine – 346 rue de Ger – Directrice d'école
- 11) MADELINE Yves – 51 rue Henri Vénard – Directeur Général de Société
- 12) FILOCHE Jacqueline – 1 rue Eugène Garnier – Assistante sociale hospitalière
- 13) ABDELLI Jean-François – 92 chemin des Hauts Vents – Chef d'entreprise
- 14) KURSUN Senturk – 3 allée Restout – Coordinateur pédagogique

Hors commune

- 1) Bruno REUBEUZE – 1 rue Charles Léandre 61100 La Lande-Patry – Employé de Banque
- 2) Patrick JEAN – 7 rue de la Butte 61100 Saint-Georges-des-Groseillers – Employé sécurité sociale
- 3) Gérard RENAIS – Les Petites Noës 61100 La Chapelle-au-Moine – Médecin retraité
- 4) Philippe BARATTE – Les Bruyères 61100 La Chapelle-au-Moine – Retraité de l'Education nationale

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	48	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

BUDGET GENERAL 2014 DECISION MODIFICATIVE N° 1 DM 14-01

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoins : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.M. si nécessaire



www.fliers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	48	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION FINANCIERE		1	28.05.14	9	
	CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
					22	48

OBJET	BUDGET GENERAL 2014 - DECISION MODIFICATIVE N° 1 - DM 14-01
--------------	--

MG/AM

Chers Collègues,

L'exécution du budget général pour l'exercice 2014 voté par délibération 955 du 24 février dernier, conduit à proposer un certain nombre d'aménagements décrits à l'annexe jointe, dans le cadre d'une décision modificative n° 1.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

VOTER les opérations décrites en annexe et qui figureront au budget général pour 2014.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL48-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014

Annexe à la délibération du C.M. 03
n° 48 en date du 11-06-14.
Le Maire,



Yves GOASDOUE

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE FLERS

POSTE COMPTABLE : FLERS

BUDGET GENERAL

M. 14

DECISION MODIFICATIVE 1

voté par nature

ANNEE 2014

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	244 916.17	244 896.00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit)	(si excédent) 20.17
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	244 916.17	244 916.17

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	261 573.87	261 573.87
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif)	(si solde positif)
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	261 573.87	261 573.87

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	506 490.04	506 490.04
---------------------	------------	------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(3) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du maire	VOTE (3) de l'assemblée III	TOTAL IV=I+II+III
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 119 322.00		44 991.00	44 991.00	4 164 313.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	8 839 852.00				8 839 852.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	1 500.00		30 000.00	30 000.00	31 500.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 072 170.00		18 000.00	18 000.00	1 090 170.00
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS					
	Total des dépenses de gestion courante	14 032 844.00		92 991.00	92 991.00	14 125 835.00
66	CHARGES FINANCIERES	641 700.00				641 700.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	12 200.00		17 460.00	17 460.00	29 660.00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (4)					
022	DEPENSES IMPREVUES	400 000.00				400 000.00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	15 086 744.00		110 451.00	110 451.00	15 197 195.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)	2 129 910.10		130 475.17	130 475.17	2 260 385.27
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)	672 050.00		3 990.00	3 990.00	676 040.00
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5)					
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	2 801 960.10		134 465.17	134 465.17	2 936 425.27
	TOTAL	17 888 704.10		244 916.17	244 916.17	18 133 620.27

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

18 133 620.27

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du maire	VOTE (3) de l'assemblée III	TOTAL IV=I+II+III
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	105 820.00		30 000.00	30 000.00	135 820.00
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	2 163 582.00				2 163 582.00
73	IMPOTS ET TAXES	7 921 573.00				7 921 573.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5 637 046.00		117 296.00	117 296.00	5 754 342.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	284 710.00				284 710.00
	Total des recettes de gestion courante	16 112 731.00		147 296.00	147 296.00	16 260 027.00
76	PRODUITS FINANCIERS					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	10 270.00				10 270.00
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (4)					
	Total des recettes réelles de fonctionnement	16 123 001.00		147 296.00	147 296.00	16 270 297.00
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)	318 330.00		97 600.00	97 600.00	415 930.00
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5)					
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	318 330.00		97 600.00	97 600.00	415 930.00
	TOTAL	16 441 331.00		244 896.00	244 896.00	16 686 227.00

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

20.17

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

16 686 247.17

Pour Information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT(6)	2 520 495.27
---	--------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

(10) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	44 991.00		44 991.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES			
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	30 000.00		30 000.00
60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	18 000.00		18 000.00
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS (4)			
66	CHARGES FINANCIERES			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	17 460.00		17 460.00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS		3 990.00	3 990.00
73	IMPOTS ET TAXES			
022	DEPENSES IMPREVUES			
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		130 475.17	130 475.17
Dépenses de fonctionnement - Total		110 451.00	134 465.17	244 916.17

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES 244 916.17

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES			
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)			
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (8)			
	Total des opérations d'équipement			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(6)			
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)		177 733.87	177 733.87
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6) (9)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (6)	-13 760.00	97 600.00	83 840.00
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (5)			
39	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN-COURS (5)			
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)			
49	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (5)			
59	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (5)			
3...	Stocks			
020	DEPENSES IMPREVUES			
Dépenses d'investissement - Total		-13 760.00	275 333.87	261 573.87

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES 261 573.87

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires ;

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres <<opérations d'équipement>>

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	30 000.00		30 000.00
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES			
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE)			
72	TRAVAUX EN REGIE		97 600.00	97 600.00
73	IMPOTS ET TAXES			
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	117 296.00		117 296.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
79	TRANSFERTS DE CHARGES			
Recettes de fonctionnement - Total		147 296.00	97 600.00	244 896.00

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	20.17
------------------------------------	-------

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	244 916.17
---	------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1068)			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)	-50 625.17		-50 625.17
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (7)			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(5)		177 733.87	177 733.87
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (5)			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (5)(8)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (5)			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		3 990.00	3 990.00
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (4)			
45...	Opérations pour compte de tiers (6)			
49	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (6)			
59	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (6)			
3...	Stocks			
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		130 475.17	130 475.17
024	PRODUITS DES CESSIONS			
Recettes d'investissement - Total		-50 625.17	312 199.04	261 573.87

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	
---	--

AFFECTATION AU COMPTE 1068	
----------------------------	--

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	261 573.87
--	------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires

(5) Hors chapitres <<opérations d'équipement>>

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES				A1
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire (2) budget précédent	Propositions (3) nouvelles	Vote (4)
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 119 322.00	44 991.00	44 991.00
60221	COMBUSTIBLES ET CARBURANTS	160 000.00		
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	61 030.00		
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE	644 880.00		
60613	CHAUFFAGE URBAIN	35 000.00		
60621	COMBUSTIBLES	508 300.00		
60622	CARBURANTS	50 200.00		
60623	ALIMENTATION	553 000.00		
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	580.00		
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	53 200.00		
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	88 392.00		
60633	PETIT EQUIPEMENT VOIRIE	1 200.00		
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	50 000.00		
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	41 800.00		
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	480 150.00	44 991.00	44 991.00
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES	263 300.00		
6135	LOCATIONS MOBILIERES	28 900.00		
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	15 400.00		
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS	16 850.00		
61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS	60 400.00		
61523	ENTRETIEN ET REPARATIONS VOIES ET RESEAUX	3 000.00		
61524	ENTRETIEN ET REPARATIONS BOIS ET FORETS	14 000.00		
61551	ENTRETIEN MATERIEL ROULANT	26 000.00		
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES	16 800.00		
6156	MAINTENANCE	138 910.00		
616	PRIMES D ASSURANCES	85 000.00		
617	ETUDES ET RECHERCHES	24 250.00		
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	33 490.00		
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	45 000.00		
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	1 750.00		
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	5 000.00		
6226	HONORAIRES	21 000.00		
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX	13 500.00		
6228	DIVERS	102 740.00		
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	22 200.00		
6232	FETES ET CEREMONIES	94 980.00		
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	14 000.00		
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	6 400.00		
6237	PUBLICATIONS	17 000.00		
6238	DIVERS	350.00		
6247	TRANSPORT COLLECTIF	11 000.00		
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	10 500.00		
6257	RECEPTIONS	2 000.00		
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	34 500.00		
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	60 500.00		
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	750.00		
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISE, FORET, BOIS COMMUNAUX)	13 980.00		
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	6 500.00		
62876	REMBT.FRAIS AU GFP RATTACHEM.	20 000.00		
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES	6 000.00		
6288	AUTRES	68 000.00		
63512	TAXES FONCIERES	86 340.00		
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	1 300.00		

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES				A1
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire (2) budget précédent	Propositions (3) nouvelles	Vote (4)
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	8 839 852.00		
6216	PERSONNEL AFFECTE PAR LE GFP D	162 852.00		
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	14 000.00		
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	30 810.00		
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	25 750.00		
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	116 600.00		
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	4 339 960.00		
64112	NBI SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	116 990.00		
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	812 000.00		
64131	REMUNERATION	630 450.00		
64162	EMPLOIS D'AVENIR	86 750.00		
6417	REMUNERATION DES APPRENTIS	28 100.00		
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	1 018 000.00		
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	1 291 390.00		
6454	COTISATIONS AUX ASSEDIC	45 880.00		
6457	COTISATIONS SOCIALES LIEES A L'APPRENTISSAGE	1 540.00		
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	15 280.00		
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	24 000.00		
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	40 000.00		
6488	AUTRES CHARGES	39 500.00		
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	1 500.00	30 000.00	30 000.00
6032	VARIATION DES STOCKS AUTRES APPROVISIONNEMENTS		30 000.00	30 000.00
7391171	DEGREVT. JEUNES AGRICULTEURS	1 500.00		
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 072 170.00	18 000.00	18 000.00
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS	170 000.00		
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS	17 000.00		
6534	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE PARTS PATRONALE ELUS	20 000.00		
6535	FORMATIONS ELUS	2 000.00	18 000.00	18 000.00
6542	CREANCES ETEINTES	5 000.00		
6558	CONTINGENT ET PARTICIPATIONS OBLIGATOIRES AUTRES DEPENSES OBLIGATOIRES	22 000.00		
657362	SUBVENTION FONCT. CCAS	245 000.00		
65738	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ORGANISMES	7 500.00		
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES	583 470.00		
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE	200.00		
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS			
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)=(011+012+014+65+656)		14 032 844.00	92 991.00	92 991.00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire (2) budget précédent	Propositions (3) nouvelles	Vote (4)
66	CHARGES FINANCIERES(b)	641 700.00		
66111	INTERETS REGLES A L'ECHÉANCE	615 000.00		
666	PERTES DE CHANGE	26 700.00		
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES(c)	12 200.00	17 460.00	17 460.00
6714	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR BOURSES ET PRIX	2 200.00		
673	TITRES ANNULÉS SUR EXERCICES ANTERIEURS	10 000.00	17 460.00	17 460.00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS(d)(6)			
73	IMPOTS ET TAXES			
022	DÉPENSES IMPREVUES(e)	400 000.00		
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e	15 086 744.00	110 451.00	110 451.00

023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	2 129 910.10	130 475.17	130 475.17
042	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS(7)(8)(9)	672 050.00	3 990.00	3 990.00
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	672 050.00	3 990.00	3 990.00
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	2 801 960.10	134 465.17	134 465.17
043	OPERATION D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA S.FONCT(10)			
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	2 801 960.10	134 465.17	134 465.17
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	17 888 704.10	244 916.17	244 916.17

	RESTES A REALISER N-1 (11)	
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	244 916.17

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 <<produit des cessions d'immobilisation>>)

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES				A2
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent(2)	Propositions (3) nouvelles	Vote (4)
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	105 820.00	30 000.00	30 000.00
6032	VARIATION DES STOCKS AUTRES APPROVISIONNEMENTS		30 000.00	30 000.00
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL	104 320.00		
6459	REMBOURSEMENT SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	1 500.00		
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	2 163 582.00		
7022	COUPES DE BOIS	102 000.00		
70311	CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)	31 000.00		
70312	REDEVANCES FUNERAIRES	3 200.00		
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	20 500.00		
7035	LOCATIONS DE DROITS DE CHASSE ET DE PECHE	29 282.00		
7067	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES PERISCOLAIRES ET D'ENSEIGNEMENT	291 700.00		
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	16 300.00		
70846	PERS.DISPO.AU GFP RATTACHEM.	1 162 500.00		
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES	178 000.00		
70873	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES CENTRES D'ACTION SOCIALE	32 500.00		
70876	REMBT.FRAIS PAR GFP RATTACH.	291 100.00		
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES)	5 500.00		
73	IMPOTS ET TAXES	7 921 573.00		
73111	TAXES FONCIERES ET D'HABITATION	6 579 289.00		
7321	ATTRIBUTION DE COMPENSATION	228 169.00		
7322	DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE	46 220.00		
7325	FDS DE PEREQUATION RECETTES FISCALES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES	92 895.00		
7336	DROIT DE PLACE	48 000.00		
7337	DROIT DE STATIONNEMENT	120 000.00		
7343	TAXE SUR LES PYLONES ELECTRIQUES	27 000.00		
7351	TAXE SUR L'ELECTRICITE	340 000.00		
7368	TAXE PUBLICITE EXTERIEURE	250 000.00		
7381	TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION OU TAXE DE PUBLICITE FONCIERE	190 000.00		
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5 637 046.00	117 296.00	117 296.00
7411	DOTATION FORFAITAIRE	3 263 188.00	-760.00	-760.00
74123	DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	1 564 334.00	51 102.00	51 102.00
74127	DOTATION NATION.PEREQUAT.	187 026.00	85 581.00	85 581.00
74718	AUTRES	9 150.00		
7472	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS	6 300.00		
74741	SUBV.ET PARTICIP.COMMUNES	37 000.00		
7476	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS CCAS ET CAISSE DES ECOLES	18 500.00		
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	46 230.00		
74833	ATTRIBUTIONS ETAT COMPENSATION AU TITRE DE LA TAXE PROFESSIONNELLE	65 400.00	-4 755.00	-4 755.00
74834	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DES TAXES FONCIERES	131 500.00	-13 872.00	-13 872.00
74835	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DE TAXE D'HABITATION	299 901.00		
7484	DOTATION DE RECENSEMENT	3 517.00		
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES	5 000.00		
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	284 710.00		
752	REVENUS DES IMMEUBLES	166 340.00		
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	118 370.00		
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a)=(70+73+74+75+013)		16 112 731.00	147 296.00	147 296.00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent(2)	Propositions (3) nouvelles	Vote (4)
76	PRODUITS FINANCIERS(b)			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS(c)	10 270.00		
7713	LIBERALITE RECUES	200.00		
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	10 000.00		
773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) OU ATTEINTS PAR LA DECHEANCE QUADRIEN	70.00		
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS(d)(5)			
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		16 123 001.00	147 296.00	147 296.00

042	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS(8)(7)(8)	318 330.00	97 600.00	97 600.00
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	294 830.00	97 600.00	97 600.00
777	QUOTE PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU RESULTAT DE L'EXERCICE	23 500.00		
043	OPERATION D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA S.FONCT(9)			
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		318 330.00	97 600.00	97 600.00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		16 441 331.00	244 896.00	244 896.00
--	--	---------------	------------	------------

RESTES A REALISER N-1 (10)				+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)				+
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				=
				244 916.17

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 <<produit des cessions d'immobilisation>>).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES				B1
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent(2)	Propositions nouvelles(3)	Vote (4)
010	STOCKS			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf opérations et 204)	213 182.42		
202	FRAIS LIES REALISATION DOCUMENTS URBANISMES ET NUMERISATION CADASTRE	2 000.00		
2031	FRAIS D'ETUDES	68 389.94		
2032	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	17 022.91		
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	125 769.57		
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES (hors opérations)			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	483 134.08		
2111	TERRAINS NUS	75 000.00		
21568	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE	7 000.00		
2161	OEUVRES ET OBJETS D'ART	82 500.00		
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	73 769.04		
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	104 929.52		
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	34 771.57		
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	105 163.95		
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (hors opérations)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)	4 649 153.84	-13 760.00	-13 760.00
2031	FRAIS D'ETUDES	20 000.00		
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	2 415 255.81	57 600.00	57 600.00
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	1 856 981.27	-71 360.00	-71 360.00
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	355 916.76		
2316	IMMOBILISATIONS EN COURS RESTAURATION DES COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART	1 000.00		
	Opérations d'équipement n°...(5)			
-	Total des dépenses d'équipement	5 345 470.34	-13 760.00	-13 760.00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	778 548.14		
1641	EMPRUNTS EN EUROS	613 582.00		
1643	EMPRUNTS EN DEVISES	110 490.00		
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	54 476.14		
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
020	DEPENSES IMPREVUES			
	Total des dépenses financières	778 548.14		
	Opé. pour compte de tiers n°...(6)			
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers			
	TOTAL DES DEPENSES REELLES	6 124 018.48	-13 760.00	-13 760.00

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES				B1
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent(2)	Propositions nouvelles(3)	Vote (4)
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (7)	318 330.00	97 600.00	97 600.00
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	130 380.00	49 950.00	49 950.00
139151	SUBV. EQUIPEMENT GFP RATTACHEMENT	500.00		
13918	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - AUTRES	6 000.00		
13935	FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT			
13400	0			
13936	FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT PARTICIPATIONS VOIRIE & RESEAU	3 600.00		
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	3 500.00		
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	44 010.00	49 950.00	49 950.00
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	59 370.00		
	Charges transférées (9)	187 950.00	47 650.00	47 650.00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	2 100.00		
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	21 550.00		
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	39 350.00	47 650.00	47 650.00
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	124 950.00		
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (10)	1 135.00	177 733.87	177 733.87
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS		144 887.62	144 887.62
21312	BATIMENTS SCOLAIRES		12 614.71	12 614.71
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		8 869.54	8 869.54
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS		11 362.00	11 362.00
2762	CREANCE SUR TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA	1 135.00		
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		319 465.00	275 333.87	275 333.87
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		6 443 483.48	261 573.87	261 573.87
				+
RESTES A REALISER N-1 (11)				
				+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)				
				=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				261 573.87

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RF 042.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 << produit des cessions d'immobilisation >>).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES				B2
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent(2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	STOCKS			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)	2 215 406.10		
1318	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES AUTRES	21 000.00		
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT	441 530.17		
1322	ETABLISSEMENTS NATIONAUX			
1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS	775 469.00		
13251	SUBV.EQUIPT.GROUP.COLLECT.GFP	300 000.00		
1327	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET	147 682.00		
1328	COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCT			
1328	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES	113 444.00		
1336	PARTICIPATIONS POUR LE FINANCEMENT DES VOIES NOUVELLES ET	1 154.00		
1341	RESEAUX			
1341	DOT.EQUIPT.TERRITOIRES RURAUX	365 126.93		
1342	FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AMENDES DE	50 000.00		
16	POLICE			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	911 906.97	-50 625.17	-50 625.17
1641	EMPRUNTS EN EUROS	911 906.97	-50 625.17	-50 625.17
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)			
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			
	Total des recettes d'équipement	3 127 313.07	-50 625.17	-50 625.17
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	2 566 293.01		
10222	F.C.T.V.A.	462 500.00		
10223	T.L.E.	28 693.93		
10251	DONS ET LEGS EN CAPITAL	26 000.00		
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	2 049 099.08		
138	AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT NON TRANSFERABLES			
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	50 000.00		
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 135.00		
2762	CREANCE SUR TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA	1 135.00		
024	PRODUITS DES CESSIONS			
	Total des recettes financières	2 617 428.01		
	Opé. pour compte de tiers n°...(5)			
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers			
	TOTAL DES RECETTES REELLES	5 744 741.08	-50 625.17	-50 625.17

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent(2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	2 129 910.10	130 475.17	130 475.17
040	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (6)(7)(8)	672 050.00	3 990.00	3 990.00
2802	FRAIS LIES A LA REALISATION DOCUMENTS URBANISMES ET NUMERISATION CADASTRE	3 850.00	290.00	290.00
28031	FRAIS D'ETUDES, RECHERCHE DE DEVELOPPEMENT	1 100.00		
28032	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	700.00		
2804111	AMORTISSEMENTS DES FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	4 000.00		
2804132	AMORT. SUBV. ETAT BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	5 300.00		
28041512	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES DEPARTEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS	66 000.00		
2804412	SUBVENTIONS EQUIPEMENT VERSEES GFP BATIMENTS ET INSTALLATIONS	20 000.00		
2805	AMORTIS. SUBV. ORG. PUBLICS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	73 000.00		
28121	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES DROITS ET VALEURS SIMILAIRES	900.00		
281568	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES PLANTATIONS	700.00	900.00	900.00
281571	AUTRES MAT. ET OUTIL. INCENDIE	80 000.00		
281578	AMORT. MATERIEL ROULANT	15 700.00		
28158	AMORT. AUT. MAT. OUTIL. VOIRIE	61 000.00	2 800.00	2 800.00
28182	AMORTISSEMENT D'IMMOS CORPO AUTRES INSTAL TECH MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL	95 000.00		
28183	MATERIEL DE TRANSPORT	78 400.00		
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	39 100.00		
28188	MOBILIER	127 300.00		
	AUTRES			
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		2 801 960.10	134 465.17	134 465.17
041	OPERATIONS PATRIMONIALES(9)	1 135.00	177 733.87	177 733.87
2031	FRAIS D'ETUDES		177 733.87	177 733.87
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	1 135.00		
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		2 803 095.10	312 199.04	312 199.04
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total des recettes réelles et d'ordre)		8 547 836.18	261 573.87	261 573.87
				+
RESTES A REALISER N-1 (10)				
				+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)				
				=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				261 573.87

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 <<produit des cessions d'immobilisations>>).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° :... (1)
LIBELLE :...

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5) (a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4) (b)	Montant pour information (5) (b)
	DEPENSES					
20	Immobilisations incorporelles					
...						
204	Subventions d'équipement versées					
...						
21	Immobilisations corporelles					
...						
22	Immobilisations reçues en affect.					
...						
23	Immobilisations en cours					
...						
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour Information	Restes à réaliser N-1 (3) (c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		
13 Subventions d'investissement		
...		
16 Emprunts et dettes assimilées		
...		
20 Immobilisations incorporelles		
...		
204 Subventions d'équipement versées		
...		
21 Immobilisations corporelles		
...		
22 Immobilisations reçues en affectation		
...		
23 Immobilisations en cours		
...		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A6.1

DETAIL DES DEPENSES

Art.	Libellé	Pour mémoire		Propositions nouvelles	Vote (2)
		Budget de l'exercice (BP+BS+D M)	Restes à réaliser (N-1)(3)		
	DEPENSES TOTALES (I)=A+B+C+D	1 096 878.14		97 600.00	97 600.00
	HORS CHARGES TRANSFEREES (II)=A+B+C	908 928.14		49 950.00	49 950.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (A)	778 548.14			
1641	EMPRUNTS EN EUROS	613 582.00			
1643	EMPRUNTS EN DEVISES	110 490.00			
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	54 476.14			
	Autres dépenses financières (sous-total) (B)				
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
020	Dépenses imprévues				
	Transferts entre sections =C+D	318 330.00		97 600.00	97 600.00
	Reprises sur autofinancement antérieur (C)(1)	130 380.00		49 950.00	49 950.00
139151	SUBV. EQUIPEMENT GFP RATTACHEMENT	500.00			
13918	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - AUTRES	6 000.00			
13935	FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT				
13400		0			
13936	FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT PARTICIPATIONS VOIRIE & RESEAU	3 600.00			
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	3 500.00			
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	44 010.00		49 950.00	49 950.00
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	59 370.00			
	Charges transférées (D)=E+F+G (1)	187 950.00		47 650.00	47 650.00
	Travaux en régie (E)	187 950.00		47 650.00	47 650.00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	2 100.00			
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	21 550.00			
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	39 350.00		47 650.00	47 650.00
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	124 950.00			
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (F)				
	Stocks et en-cours (G)				

	Op. de l'exercice I	Solde d'exécution D001 (3)	CUMUL IV
Dépenses	97 600.00		97 600.00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) A n'inscrire que si le compte administratif est voté. Il n'y a pas de restes à réaliser sur les opérations d'ordre.

Détail des comptes 16449 et 166 en dépenses

Art.	Libellé	Pour mémoire		Propositions nouvelles	Vote (2)
		Budget de l'exercice (BP+BS+D M)	Restes à réaliser (N-1)(3)		
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie				
166	Refinancement de dette				
	Total				

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A6.2

DETAIL DES RECETTES					
Art.(1)	Libellé(1)	Pour mémoire		Propositions nouvelles	Vote (2)
		Budget de l'exercice(BP+BS+DM)	Restes à réaliser (N-1)(3)		
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) (III)=a+b+c+d		3 320 289.03		134 465.17	134 465.17
Ressources propres externes (a)		517 193.93			
10222	F.C.T.V.A. (4)	462 500.00			
10223	T.L.E. (4)	28 693.93			
10251	DONS ET LEGS EN CAPITAL (4)	26 000.00			
Autres recettes financières (b)		1 135.00			
2762	CREANCE SUR TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA (1)	1 135.00			
024	Produits de cessions				
Transferts entre sections (c)(1)		672 050.00		3 990.00	3 990.00
2802	FRAIS LIES A LA REALISATION DOCUMENTS URBANISMES ET NUMERISATION CADASTRE	3 850.00		290.00	290.00
28031	FRAIS D'ETUDES, RECHERCHE DE DEVELOPPEMENT AMORTISSEMENTS DES FRAIS	1 100.00			
28032	AMORTISSEMENTS DES FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	700.00			
2804111	AMORT. SUBV. ETAT BIENS MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES	4 000.00			
2804132	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES DEPARTEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS	5 300.00			
28041512	SUBVENTIONS EQUIPEMENT VERSEES GFP BATIMENTS ET INSTALLATIONS	66 000.00			
2804412	AMORTIS. SUBV. ORG. PUBLICS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	20 000.00			
2805	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES DROITS ET VALEURS SIMILAIRES	73 000.00			
28121	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES PLANTATIONS	900.00			
281568	AUTRES MAT. ET OUTIL. INCENDIE	700.00		900.00	900.00
281571	AMORT. MATERIEL ROULANT	80 000.00			
281578	AMORT. AUT. MAT. OUTIL. VOIRIE	15 700.00			
28158	AMORTISSEMENT D'IMMOS CORPO AUTRES INSTAL TECH MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL	61 000.00		2 800.00	2 800.00
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	95 000.00			
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	78 400.00			
28184	MOBILIER	39 100.00			
28188	AUTRES	127 300.00			
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (d)	2 129 910.10		130 475.17	130 475.17

	Opérations de l'exercice III	Solde d'exécution R001(3)	Affectation R1068(3)	CUMUL V
Recettes	134 465,17			134 465,17

	Montant
Dépenses financières (IV)	97 600,00
Recettes financières (V)	134 465,17
Solde (recettes - dépenses) VI=V-IV(5)	+36 865,17
Solde net hors créances sur autres collectivités publiques (c/2763) et charges transférées (D)(6)(7)	+84 515,17
Résultat hors charges transférées V-(II+D001)	84 515,17

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) A n'inscrire que si le compte administratif est voté. Il n'y a pas de restes à réaliser sur les opérations d'ordre.

(4) Hors comptes 10229, 10259 et 1068.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Ces créances et charges peuvent être financées par emprunt.

(7) Il s'agit des dépenses réelles au compte 2763.

Autres ressources financières ne faisant pas partie des ressources propres (c/16449 et c/166)

Art.	Libellé	Pour mémoire		Propositions nouvelles	Vote (2)
		Budget de l'exercice(BP+BS+DM)	Restes à réaliser (N-1)(3)		
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie				
166	Refinancement de dette				
Total					

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 - DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

N° opération : N°opération: [...] Intitulé de l'opération: [...]					Date de la délibération:				
DEPENSES	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/2014 (2)	RAR 2013 (3)	Dépenses nouvelles votées	Total (4)	RECETTES	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/2014 (2)	RAR 2013 (3)	Recettes nouvelles votées	Total (4)
45...+ n°d'opération					45...+ n°d'opération Financement par le tiers et par d'autres tiers				
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire					040 Financement par le service				
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section					041 Financement par emprunt à la charge du tiers				
TOTAL					TOTAL				

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après la vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total des dépenses = Restes à réaliser N-1 + dépenses nouvelles votées

Total des recettes = Restes à réaliser N+1 + recettes nouvelles votées

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	49	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

FISCALITE INDIRECTE IMPOT SUR LES SPECTACLES COMPETITIONS SPORTIVES EXONERATION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	49	7.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION FINANCIERE		1	28.05.14	10	
	CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre 23	N° délibération 49

OBJET	FISCALITE INDIRECTE - IMPOT SUR LES SPECTACLES - COMPETITIONS SPORTIVES - EXONERATION
--------------	--

MG/AM

Chers Collègues,

L'impôt sur les spectacles perçu au profit des communes s'applique notamment aux réunions sportives organisées sur leur territoire.

Au sens de la réglementation fiscale, est considérée comme réunion sportive, toute manifestation comportant l'organisation de compétitions sportives et pour laquelle un prix d'entrée est exigé des spectateurs, en contrepartie du droit d'assister à cette manifestation.

Les tarifs de l'impôt sur les spectacles sont applicables sur les recettes brutes perçues à cette occasion.

Conformément à l'article 1561 du code général des impôts, le conseil municipal peut décider d'une exonération totale pour l'ensemble des manifestations sportives organisées sur le territoire de la commune pendant l'année sous réserve que la délibération soit prise avant le 1^{er} octobre pour être applicable l'année suivante (article 1639 A bis du code général des impôts).

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

ACCORDER

l'exonération de l'impôt sur les spectacles pour l'ensemble des compétitions sportives organisées sur Flers en 2015.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL49-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014



Le Maire,

Yves GOASDOUE

FLERS

agglomération

TD/AM

	Date	Délibération	Nature	Folio n°
COMMUNE DE FLERS	11.06.14	50	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

FISCALITE INDIRECTE TAXE LOCALE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE INDEXATION DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION Interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.M. si nécessaire



www.fliers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	50	7.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION FINANCIERE		1	28.05.14	11	
	CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
					24	50

OBJET	FISCALITE INDIRECTE - TAXE LOCALE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE - INDEXATION DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR
--------------	--

MG/AM

Chers Collègues,

Par délibération 347 du 29 septembre 2003, la Ville de Flers avait fixé un taux de 8%, applicable au 1^{er} janvier 2004, pour la taxe sur les fournitures d'électricité. L'article 23 de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME) a institué un nouveau régime de taxation de la consommation d'électricité, qui se substitue à l'ancienne taxe sur les fournitures d'électricité.

Pour assurer la transition entre les deux dispositifs, le taux, en valeur décimale, constaté au 31 décembre 2010 a été automatiquement converti en coefficient multiplicateur applicable aux tarifs de référence (respectivement 0,75 euro par mégawattheure pour les consommations non professionnelles et 0,25 euro par mégawattheure pour les consommations professionnelles).

Ainsi, pour Flers, un coefficient de 8 a été appliqué en 2011 aux tarifs de référence, soit un barème de taxe respectivement de 6 euros et de 2 euros par mégawattheure, selon la nature des utilisateurs.

Par ailleurs, le 2^{ème} alinéa de l'article L.2333-4 et le 1^{er} alinéa du 3 de l'article L.3333-3 du code général des collectivités territoriales prévoient qu'à compter de 2012, la limite supérieure du coefficient multiplicateur est actualisée en proportion de l'indice moyen des prix à la consommation hors tabac établi pour l'année précédente par rapport au même indice établi pour 2009.

Par délibération 577 du 26 septembre 2011, la Ville de Flers a décidé d'appliquer chaque année à compter de 2012 (sauf délibération contraire ultérieure), l'actualisation du coefficient multiplicateur telle qu'elle résulte de l'arrêté interministériel paraissant annuellement au cours du 2^{ème} trimestre, en vue d'une application l'année suivante. Néanmoins, l'application de ce coefficient multiplicateur doit faire l'objet d'une délibération annuelle.

En 2014, le coefficient multiplicateur applicable était de 8,44.

En 2015, le coefficient multiplicateur applicable sera égal à 8,50 calculé comme ci-après :

$$\text{Coefficient appliqué en 2011} \times \frac{\text{Indice des prix 2013 (125,43)}}{\text{Indice des prix initial (118,04)}}$$

(Arrondi à la 2^{ème} décimale la plus proche)

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	50	7.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

APPLIQUER

conformément à la délibération du Conseil Municipal n° 577 du 26 septembre 2011, un coefficient multiplicateur de 8,50 pour l'année 2015.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL50-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014

Publication : 13/06/2014

FLERS

agglomération

TD/AM

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	51	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

SEANCE N° 03 DU 11.06.14

25 questions, numérotées de 27 à 51

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAL TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2014-3

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Jean CHATELAIS Christiane PERRET Annick ROBIN-MOITRY Jean-Marc LEVERRIER	Irène COJEAN Dominique ARMAND Jean-Pierre HUREL Philippe SENAUX	Ensemble de la séance
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	de 27 à 29 incluse

Excusés : Inès CHATÉ

Absents : Christiane PERRET (de 27 à 31 incluse)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 33	de 27 à 29	26	31
Quorum : 17	de 30 à 31	27	31
	de 32 à 51	28	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
05.06.14	18H40	Jacques DUPERRON	22H10	12.06.14	13 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.M. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	51	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Irène COJEAN Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION DU PERSONNEL TERRITORIAL		1	28.05.14	1	
	CONSEIL	Séance	03	11.06.14	N° d'ordre	N° délibération
					25	51

OBJET	PERSONNEL COMMUNAL - TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2014-3
--------------	---

JLB/AM

Chers Collègues,

La modification du tableau des effectifs vous est proposée pour prendre en compte les évolutions suivantes :

1. La mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires pour la rentrée prochaine :

Pour mémoire, le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires fixe le cadre réglementaire de cette réforme.

L'instauration de temps d'activités périscolaires de 3 h 00 par semaine doit être organisée par la commune.

La Ville a engagé une concertation dans toutes les écoles maternelles et élémentaires publiques avec les directeurs concernés, les enseignants, les parents d'élèves et leurs représentants et les personnels municipaux des écoles. Elle a animé ces différentes réunions en veillant au respect d'objectifs qu'elle avait préalablement fixés, à savoir :

- maintenir une place privilégiée aux apprentissages scolaires,
- offrir un service de qualité et gratuit,
- respecter l'organisation des familles,
- respecter les rythmes chronobiologiques des enfants (avec une distinction à opérer entre les enfants de la maternelle et ceux de l'élémentaire).

Cette phase de concertation a permis d'élaborer des Projets d'Organisation du Temps Scolaire, exposés aux parents d'élèves à l'occasion de réunions de concertation, approuvés par les différents conseils d'école, et validés par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre dernier.

Ces derniers présentent une ossature commune à toutes les écoles (principe d'égalité) et comportent des ajustements particuliers en fonction des contraintes liées au fonctionnement de chaque établissement.

Il est aujourd'hui nécessaire de prévoir les moyens humains appropriés à la réalisation du projet.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	51	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

.../...

La première phase, soumise à votre approbation, vise à prendre en charge les nouveaux temps d'activités périscolaires qui doivent être organisés par la commune. Ceux-ci se déclinent en deux types d'activités : les activités péri-éducatives (1h30 par semaine) d'une part, et les activités récréatives (30 minutes 3 fois par semaine) d'autre part. La Collectivité dispose de ressources internes, disposant des compétences requises, puisqu'elle s'appuie déjà sur la collaboration de cinq agents d'accompagnement périscolaires (un par site scolaire élémentaire), nommés à mi-temps. Ces agents ont vocation, de par leur cœur de métier, à intervenir sur ce nouveau champ d'activités péri éducatives (organisation, encadrement, mise en œuvre et suivi des activités, en lien avec la CAPF qui a choisi d'appuyer les communes de l'agglomération qui le souhaitent). Il est envisagé pour cela d'augmenter leur temps de travail à temps complet.

Il conviendra, dans une seconde phase, de compléter ces mesures en adaptant le temps de travail (et les emplois du temps) de certains agents des écoles maternelles et élémentaires qui seront amenés à participer aux activités périscolaires (activités apaisantes en maternelle, récréatives en élémentaires).

2. La sortie d'un agent du dispositif dit des « postes relais »

Pour mémoire, le Conseil Municipal a, par délibération 941 du 8 octobre 2007, donné son accord à la mise en place d'un dispositif dit de « postes relais » à l'attention des agents reconnus en situation d'incapacité physique.

L'objectif de la démarche vise à aménager une parenthèse dans la carrière des salariés concernés au cours de laquelle la collectivité et l'agent, provisoirement placé hors de son service d'origine mais dont la situation statutaire est stabilisée, conviennent de rechercher toutes les pistes d'une réorientation professionnelle future, dans le cadre d'une procédure contractualisée entre les 2 parties.

Deux postes relais ont ainsi été créés permettant le positionnement provisoire d'agents sur ce dispositif, pour lesquels une solution définitive doit être envisagée. Les modalités de sortie de ce dispositif sont expressément prévues par un contrat-type conclu avec les intéressés. A l'issue de la période d'affectation dans le dispositif des postes relais, l'agent devra être en situation :

- d'intégrer un autre emploi de son grade ou un emploi d'un autre cadre d'emplois si la collectivité est en mesure de lui en offrir l'opportunité.
- d'intégrer un autre emploi de son grade ou un emploi d'un autre cadre d'emplois d'une autre collectivité si aucun emploi correspondant à sa situation n'est vacant ou existant dans sa collectivité d'origine.
- de mettre en œuvre toute autre solution extérieure à la collectivité dans le cadre d'un projet plus personnalisé.

Si tel n'est pas le cas, la collectivité doit reprendre la procédure statutaire de reclassement professionnel dans le respect des dispositions légales et réglementaires prévues par la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et des textes pris pour son application.

Ces deux postes sont mobilisés à ce jour. Un agent des écoles maternelles, qui bénéficiait du dispositif, est aujourd'hui en mesure d'en sortir dans le cadre d'un reclassement professionnel dans un emploi devenu vacant par suite d'une mobilité.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	51	4.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE				

.../...

3. Diverses promotions de grades justifiées par les besoins du service :

Les propositions de modifications présentées ci-après prennent en compte diverses promotions de grades, justifiées par les besoins d'organisation des services, soumises à l'avis des commissions administratives paritaires placées près du Centre Départemental de Gestion du Personnel Territorial, ou après réussite à concours.

4. Deux départs en retraite.

Le tableau présenté en annexe récapitule ces propositions.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - MODIFIER** le tableau des effectifs dans les conditions ci-dessus exposées.
- 2 - PRENDRE** l'engagement d'inscrire au Budget les crédits correspondants.
- 3 - PRECISER** qu'il y aura à se prononcer sur les suppressions de postes qui constituent des opérations d'ordre, dans le cadre d'une délibération annuelle prise après avis du Comité Technique Paritaire.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, adopte à la majorité les décisions ci-dessus. HUIT ABSTENTIONS, celles de Messieurs Philippe SENAUX, Jean-Marc LEVERRIER, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ et de Mesdames Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR et Sabrina MESSIN.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	51	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

PERSONNEL COMMUNAL ♦ TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2014-3						
CREATIONS		Direction Service	ECHELLE	DATE D'EFFET	SUPPRESSIONS à adopter après avis du C.T.P	
EMPLOIS	GRADES OU CADRES D'EMPLOIS				Emplois	Grades ou Cadres d'emplois
1. Rythmes scolaires						
5 agents d'accompagne- ment périscolaire	5 adjoints d'animation de 2 ^{ème} classe	Services au Public : Ecoles élémentaires	E3	15.06.2014	5 agents d'accompagne- ment périscolaire à mi-temps	5 adjoints d'animation de 2 ^{ème} classe à 17,5/35èmes heures hebdomadaires
2. Sortie dispositif « postes relais »						
1 agent d'accueil	1 adjoint administratif de 1 ^{ère} classe	Services au Public : Citoyenneté Vie quotidienne	E4	01.07.2014	1 agent d'accueil	1 adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe
1 poste relais	Grade non affecté	Rattachement : Ressources Humaines			1 ATSEM poste relais	1 ATSEM de 1 ^{ère} classe
3. Evolutions de carrière						
1 assistante administrative	1 rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	Solidarité : Action sociale		01.07.2014	1 assistante administrative	1 rédacteur
1 chef d'atelier	1 agent de maîtrise principal	Espaces Publics et du Patrimoine : Sports et salles			1 chef d'atelier	1 agent de maîtrise
1 contremaître cimetière fourrière	1 agent de maîtrise principal	Services au Public : Pièces officielles			1 contremaître cimetière fourrière	1 agent de maîtrise
1 assistant de prévention	2 adjoints techniques principaux de 1 ^{ère} classe	Ressources Humaines : Santé et prévention au travail	E6		1 assistant de prévention	2 adjoints techniques principaux 2 ^{ème} classe
1 agent horticole		Espaces Publics et du Patrimoine : Espaces verts			1 agent horticole	
1 agent de gestion comptable	2 adjoints administratifs principaux de 1 ^{ère} classe	Finances			1 agent de gestion comptable	2 adjoints administratifs principaux de 2 ^{ème} classe
1 agent d'accueil		Services au Public : Pièces officielles			1 agent d'accueil	
1 ATSEM responsable d'équipe	1 ATSEM principale de 1 ^{ère} classe	Services au Public : maternelle Sévigé			1 ATSEM responsable d'équipe	1 ATSEM principale de 2 ^{ème} classe
1 agent de restauration	6 adjoints techniques principaux 2 ^{ème} classe	Services au Public : élémentaire Sévigé Paul Bert	E5		1 agent de restauration	6 adjoints techniques de 1 ^{ère} classe
1 agent de maintenance		Systèmes d'Informations			1 agent de maintenance	
1 conducteur opérateur		Espaces Publics et du Patrimoine : Voirie			1 conducteur opérateur	
2 menuisiers		Espaces Publics et du Patrimoine : Bâtiments			2 menuisiers	
1 peintre					1 peintre	
1 agent de gestion comptable	2 adjoints administratifs principaux de 2 ^{ème}	Finances	E5	01.07.2014	1 agent de gestion comptable	2 adjoints administratifs de 1 ^{ère} classe

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	11.06.14	51	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

PERSONNEL COMMUNAL ♦ TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2014-3						
CREATIONS		Direction Service	ECHELLE	DATE D'EFFET	SUPPRESSIONS à adopter après avis du C.T.P	
EMPLOIS	GRADES OU CADRES D'EMPLOIS				Emplois	Grades ou Cadres d'emplois
1 agent d'accueil et de gestion	classe	Solidarité : Action sociale			1 agent d'accueil et de gestion	
1 assistante de documentation	1 assistante de CPB	Culture : Musée			1 assistante de documentation	1 adjoint du patrimoine de 1 ^{ère} classe
4. Départs en retraite						
1 agent horticole	Cadre d'emplois des adjoints techniques (du grade de 2 ^{ème} classe à principal 1 ^{ère} classe)	Espaces Publics et du Patrimoine : Sports et salles	de E3 à E6	01.07.2014	1 contremaître horticole	1 agent de maîtrise principal
1 métallier- serrurier	Cadre d'emplois des adjoints techniques (du grade de 2 ^{ème} classe à principal 1 ^{ère} classe)	Espaces Publics et du Patrimoine : Bâtiments	selon grade	01.08.2014	1 ouvrier polyvalent éclairage public	1 adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20140611-DEL51-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/06/2014
Publication : 13/06/2014